

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 26-LUNDI 27-MARDI 28 MARS 1978 — N° 665 Commission paritaire N° 56 942 - Tél. 636.73.76. 1,70 F

LA DÉBANDADE

Ainsi donc, Marchais sera à l'Élysée la semaine prochaine. Le PCF avait pourtant dit qu'il n'irait jamais. Ainsi donc, ce parti a obtenu 20,5 % des voix aux élections : Marchais avait pourtant fixé l'objectif de 25 %. Ainsi donc, « si les partenaires du PCF abandonnent le Programme commun », la « perspective » restera « l'union avec le PS, quelles qu'en soient les formes ». (Fiterman). Des mois durant, pourtant, l'essentiel était, paraît-il, le programme de gouvernement.

Dans cette débânde généralisée des positions affirmées par Marchais, les militants du PCF sont invités à attendre la réunion du Comité central le 26 avril pour savoir que penser. D'ores et déjà, nombre d'entre eux doivent cependant être assez grands pour constater tout seuls qu'ils ont été trompés.

LA RÉVOLTANTE CONTINUITÉ



EQUINOX EN BRETAGNE Le flux de la colère



Après les manifestations des jeunes et des marins-pêcheurs qui ont parcouru les rues de Brest et envahi la préfecture maritime, l'heure est à la colère en Bretagne. Au fur et à mesure qu'il se confirme que la catastrophe est inévitable, les Bretons accusent : aussi bien les pétroliers rapaces que les pouvoirs publics, dont la passivité confine à la complicité. Lire en page 7

Empain : fusillade sur l'autoroute

Dans la nuit de vendredi, une fusillade a éclaté sur l'autoroute, à la hauteur de l'Hay-les-Roses, entre policiers de la brigade anti-gang et truands venus tenter de récupérer une partie de la rançon du baron Empain. On ignore encore les circonstances de l'affaire, et d'où sont partis les coups de feu. L'un des ravisseurs est mort, deux autres sont blessés, ainsi que deux policiers.

La fausse paix des casques bleus au Liban

Lire en page 9

2 000 à Paris pour le boycott du Mondial



Ce sont plus de 2 000 personnes qui ont manifesté jeudi soir à Paris, pour le boycott de la coupe du monde de football, en Argentine. « Pas de football entre les camps de concentration » proclamaient les banderoles. D'énormes forces de police dépêchées par Giscard empêchaient l'accès de l'ambassade d'Argentine à la manifestation appelée par le COBA (Collectif pour le boycott). Une délégation qui voulait obtenir l'identité des 60 prisonniers assassinés par la Junta fasciste, dans la prison de Villa Devoto, s'est vu refuser toute entrevue.

MILAN

Après l'assassinat de 2 révolutionnaires

100 000 manifestants malgré le PCI

C'est un véritable black-out que la presse italienne, a observé sur l'imposante manifestation de Milan qui a rassemblé mercredi, 100 000 travailleurs, pour les obsèques de deux jeunes révolutionnaires assassinés par les fascistes. Le PCI et ses hommes à la tête de la CGIL, la CGT italienne, engagés dans une véritable surenchère avec la démocratie chrétienne, pour faire la chasse aux révolutionnaires, voulaient comme à l'accoutumée passer sous silence le crime des fascistes. A l'appel de centaines de Comités d'usine, les travailleurs ont dit non : ils sont venus manifester en masse, pour dire qu'ils refusent de participer à la campagne contre les révolutionnaires et les ouvriers combattifs de plus en plus assimilés par les partis bourgeois à des « complices des brigades rouges ».

Une manifestation d'autant plus importante à l'heure où le PCI réclame le licenciement de deux ouvriers d'une usine de Milan, qui avaient refusé de faire grève sur le mot d'ordre de « défense de l'Etat », après l'enlèvement d'Aldo Moro. Lire en page 10

- Prix : la hausse
- Boussac : licenciements
- Libertés : affichage et radios libres menacés

Dans les salons de l'Élysée, Giscard se forge à bon marché un visage social, en recevant les responsables syndicaux. Mais, dès avant le deuxième tour, on avait appris que tous les truquages n'avaient pas suffi à empêcher les chiffres du chômage d'être en hausse pour février. Et on parle aujourd'hui d'une hausse de 0,7 à 0,8 % des prix pour février, et on annonce que les mois de mars et d'avril seront aussi mauvais.

Cependant, un plan de « redressement » du groupe Boussac comportera vraisemblablement le licenciement de la moitié des 12 000 ouvriers. De nombreuses entreprises en situation difficile auraient été de la même manière maintenues artificiellement en activité en attendant les élections.

Par ailleurs, le gouvernement a attendu l'après deuxième tour pour prendre les décrets qui, en réglementant les émissions radio, menacent les radios libres. Et un projet de loi anti-affichage serait à l'étude : on le voit, la liberté d'expression continue à être mise en cause par le « libéralisme ».

C'est dans ce contexte que Maire vient dire qu'il faudra juger le pouvoir « sur les actes ». Comme si ce n'était pas fait depuis des années. Comme si les travailleurs ne savaient pas qu'ils n'ont plus rien à attendre que de leurs propres luttes. Non, quelque caution qu'elle reçoive, nous ne serons pas dupes de la mascarade de l'Élysée.

Le PSU après l'échec de la gauche

Dans une interview à *Rouge*, Victor Leduc, dirigeant du PSU, donne l'appréciation de son parti sur la situation politique au lendemain des élections. Sur la question des responsabilités dans l'échec de la gauche, il considère qu'elle s'explique avant tout par la divergence des projets politiques : «*Celui d'une adaptation réformiste à la situation et aux structures actuelles. Celles d'un étatisme dominé au plan économique et politique par un appareil de parti.*»

Fort bien, mais alors, pourquoi cette insistance pendant la campagne à répéter que seule l'arrivée de la gauche au pouvoir pourrait débloquer la situation ?

Il est à noter que, les critiques adressées au PCF sont moins sévères que celles destinées au PS. Le PSU considère que durant la réactualisation, «*les propositions du PC étaient davantage tournées vers la satisfaction des revendications des travailleurs.*» Sans voir les manœuvres politiques qui étaient derrière.

En ce qui concerne les perspectives pour l'immédiat, le PSU entend surtout développer le Front Autogestionnaire créé à l'occasion des élections. Pour les partis politiques et les syndicats, il continuera de s'adresser aux partis de l'union de la gauche, «*sans exclure bien entendu les organisations d'extrême-gauche*», entendez les trotskystes.

Modestes indemnités

Nous publions ci-dessous quelques chiffres concernant le traitement d'un député en novembre passé : total de l'indemnité mensuelle : 15 200 francs qui se répartissent en 11 400 francs d'indemnité parlementaire et 3 800 F d'indemnité de fonction.

Selon l'ordonnance du 13 décembre 1958, l'indemnité fait référence «*au traitement des fonctionnaires occupant des emplois de l'Etat classés dans la catégorie présentement dite hors échelle.*»

L'impôt est calculé sur 11/20 du total de l'indemnité parlementaire.

Lu dans le courrier des lecteurs de L'Humanité

«*Nous ne sommes pas pessimistes. La moitié des Français se sont prononcés pour un changement décisif, ce que masque le mode de scrutin. Nous avons eu raison de mettre les travailleurs en garde contre une compromission de classe à l'allemande qui n'aurait résolu aucun des problèmes et dont le mouvement populaire ne se serait jamais remis ; ce danger est écarté et les possibilités de changement avec un programme et des perspectives claires restent intactes.*»

En clair, «on» a jamais été si près de la victoire ! Cette lettre émane du secrétaire de la cellule de Montmartre.

Election de Marchais devant le Conseil Constitutionnel

C'est «*au nom du libre choix des électeurs*» que le nouveau vieux philosophe Jean Marie Benoist, candidat malheureux contre Marchais, demande l'annulation de son élection devant le Conseil Constitutionnel. On se souvient en effet que le secrétaire général du PCF était resté unique candidat en lice au second tour puisqu'il était le seul avec le socialiste, Patrice Henu, à disposer des 12,5 % des voix fatidiques. Or le socialiste s'était désisté en faveur de Marchais.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom.....
Adresse.....

Leroy dans L'Humanité-Dimanche

QUE FAIRE POUR LE PCF ?

Sous le titre *Et maintenant*, Leroy donne son appréciation sur les perspectives pour le PCF après ces élections perdues.

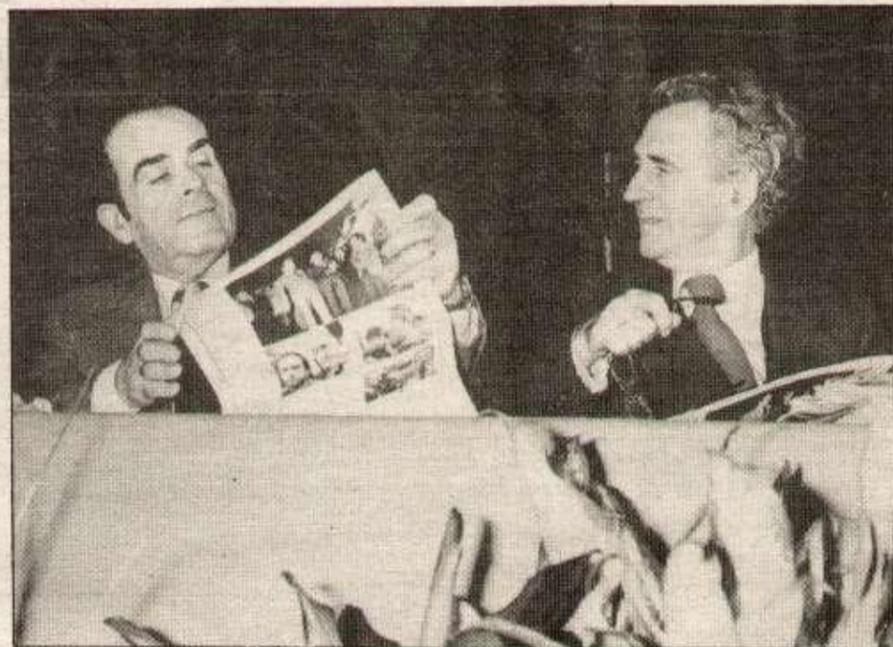
La rédaction a dû en être laborieuse à en juger par la brièveté de ladite interview (deux petites demi-pages en très gros caractères).

Eh bien, qu'on se le dise, même si la gauche est battue, le résultat des élections fait apparaître des motifs de satisfaction pour le PCF. «*Les résultats ont fait apparaître une donnée capitale : en France, la moitié des électrices et des électeurs se sont prononcés pour une autre politique que celle de Giscard. La droite voit ses positions affaiblies. Elle conserve la majorité des sièges, mais elle en perd quand même 17.*» Mais déjà en 1974, la gauche avait eu un résultat comparable : et c'est pour arriver au même résultat que le PCF a freiné les luttes pendant trois ans. Le PCF, poursuit Leroy «*gagne 700 000 voix, conquiert 23 sièges, ce qui, compte tenu de ceux qu'il a perdus, lui fait un gain de 13.*» C'est se moquer du monde que de prétendre que le PCF aurait progressé, en prenant en compte le nombre de suffrages sans le rapporter au nombre d'inscrits, ce qui ferait apparaître une baisse en pourcentage.

Et bien sûr, la rengaine : si la gauche n'a pas gagné, c'est parce que le Programme commun n'a pas été réactualisé, c'est la faute aux socialistes. Mais qui donc, sinon Marchais, disait le soir du 13, que l'accord-bidon était un «*bon accord ?*»

QUEL PROJET POUR TOUT DE SUITE ?

Sur quoi va déboucher la déception des électeurs de gauche ? «*Sa suite*



Les perspectives du PCF après la défaite aux élections ont donné lieu à une laborieuse interview dans L'Humanité.

logique, c'est la lutte quotidienne». Fortes paroles mais regardons-y de plus près. Après avoir rappelé certaines revendications du Programme commun, il fait remarquer que les politiciens de droite «*ont été amenés à faire des promesses*» et demain «*pour ce qui est des communistes, ils seront partout avec les travailleurs dans l'action pour contraindre le pouvoir à tenir les engagements qu'il a été obligé de prendre.*» Voilà qui ne va pas bien loin, mais les militants du PCF, nous affirme Leroy, «*seront partout*», «*dans les entreprises, dans les villes et les villages*», et surtout «*à*

l'Assemblée nationale où ils seront plus forts parce que plus nombreux (...). Nous avons 86 députés au lieu de 73». Ah mais !

ET LA DÉSUNION DE LA GAUCHE ?

Enfin, bien sûr, c'est toujours l'Union de la gauche qui reste pour le PCF la seule solution, une union pour le moins compromise à l'heure actuelle, ce que Leroy reconnaît à demi-mot en rappelant que «*l'union est et reste un combat.*» Et de conclure par l'inévitable appel à renforcer le PCF, seul vrai partisan de l'union.

Le bilan à tirer de ces élections, c'est celui de l'illustration qui accompagne l'article : une photo d'Usinor Thionville, et comme légende : «*Tous les problèmes demeurent.*» Mais qui donc, sinon le PCF, a fait miroiter aux yeux des sidérurgistes la «*solution*» de la nationalisation de la sidérurgie ? Qui a laissé les licenciements sans réagir, parce que demain, peut-être, si la gauche passait... Les travailleurs ne vont pas manquer de lui demander des comptes à ce parti sur le sabotage de leurs luttes.

François NOLET

D'AUTRES CONTESTATIONS DANS LE PCF

Deux militants du PCF, et non des moindres, viennent de critiquer publiquement la tactique suivie par leur parti durant la période électorale. Gérard Molina, qui fut secrétaire général de l'UEC de 1969 à 1972, et Yves Vargas, qui a longtemps écrit dans la presse du PCF, viennent de publier chez Maspero un «*Dialogue à l'intérieur du parti communiste français*» et s'expliquent dans une interview à *Politique-Hebdo*.

Ils y contestent la tactique adoptée par le PCF dans ses rapports avec les socialistes depuis 1972. Ils font remarquer certaines incohérences dans la démarche du PCF, qui a mené toute une campagne pour un seuil minimum de nationalisations, et qui, le 13 mars, signe un accord

qui «*n'est rien d'autre que le désaccord du 22 septembre rebaptisé accord.*» Mais sur le fond, ils ne remettent pas en cause la stratégie d'union avec les socialistes, essayant d'imaginer des moyens pour la rendre plus efficace, notamment en l'impulsant «*à la base.*»

De même, ils font remarquer fort justement que le PCF perd des voix précisément dans ses bastions, c'est-à-dire, là où les travailleurs ont fait l'expérience de leur gestion municipale. Mais ils se gardent bien d'en tirer la conclusion qui s'imposerait sur la nature de ce parti et de sa gestion. Tout au plus, est-il question de «*controverses*» dans le PCF sur ce point.

Dans l'ensemble, ces mi-

littants se trouvent très à l'aise au PCF. L'idée qu'ils pourraient risquer une exclusion pour exprimer publiquement des divergences ne les effleure même pas. Ils rappellent le mot de Marchais disant d'Eisenstein : «*Donnez-moi 200 000 libéraux comme ça, je les prends*», et concluent : «*En lisant Dialogue à l'intérieur du PCF,*

il s'écriera : «*Donnez-moi 400 000 communistes comme ça, je les prends*». En somme, des dissidents bien dans la ligne, et qui ne songent nullement à quitter leur parti. Mais tout de même, des éléments révélateurs du désarroi qui parcourt aujourd'hui le PCF.

F. NOLET

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75-924 Paris Cedex 19

L'espoir brisé, un éditorial de Claude Estier dans l'Unité

«BILANS» ET PERSPECTIVES DES MITTERRANDISTES

● L'éditorialiste de l'hebdomadaire du Parti socialiste, Claude Estier, signe un long éditorial *L'Espoir brisé* dans la dernière livraison de *l'Unité*. Dans celui-ci, Estier se fixe deux cibles. En premier lieu, rééditer pour la 4^e fois la version socialiste des raisons des attaques du PCF contre son parti. Ensuite, réaffirmer, avec une certaine ambiguïté, que «le PS n'entend pas changer de stratégie». Mais quel crédit peut-on apporter aux affirmations de Claude Estier ?

«Il n'a pas fallu longtemps pour comprendre que ces fameuses filiales n'étaient pas le véritable objet du débat, pas plus que le problème de la Défense nationale ou que le taux de l'impôt sur les fortunes, qui demeuraient parmi les points de divergence. Toutes ces questions et quelques autres, qui allaient servir à alimenter pendant plus de cinq mois un procès quotidien contre le PS, n'étaient que l'habillage d'une stratégie arrêtée dès la fin de l'été par le parti communiste (...) Stratégie fondée sur le refus de voir le parti socialiste devenir le premier parti de gauche, mais stratégie qui condamnait en même temps la gauche à ne pas pouvoir atteindre le pouvoir puisque la progression du parti socialiste était la condition nécessaire pour qu'elle y accède.»

Il est vrai que le PCF avait l'œil fixé sur le pourcentage de voix qui le séparait de son partenaire (de ce point de vue d'ailleurs, le résultat n'est pas trop mauvais pour lui puisque de 6 % environ de différence, celui-ci est retombé à 2,5 %) mais était-ce, comme Estier le prétend, la cause principale de la polémique ? Peut-on affirmer comme nombre de leaders du PS et encore Estier que la question des filiales par exemple comptait pour si peu que cela dans la lutte fratricide ? Non, à l'évidence. Si le PCF avait besoin effectivement de réduire cet écart ce n'est pas comme

le dit Estier parce que «c'est un parti léniniste et que Lénine a indiqué que le parti de la classe ouvrière doit être hégémonique ! C'est au contraire parce que le PCF escomptait par cette polémique faire reculer son partenaire, pour lui imposer le maximum de concessions qui permettent à Marchais d'être dans la situation la plus favorable pour instaurer son projet de capitalisme d'Etat.

UNION DE LA GAUCHE SANS PROGRAMME COMMUN

Plus nouvelle est la description que fait Estier des intentions du PS pour les mois qui viennent.

Expliquant pourquoi la tendance majoritaire avait rejeté la proposition de convoquer un congrès anticipé, mais a retenu celle d'une convention nationale fin avril, Estier écrit : «Cette convention nationale aura bien entendu à se prononcer sur la stratégie à long terme. C'est parce qu'elle considère que cette stratégie reste et ne peut rester que celle de l'Union de la gauche, rejetant tout compromis avec le pouvoir du grand capital, que la direction du parti a écarté la proposition faite par les représentants de la minorité au Bureau Exécutif de tenir un congrès avant la fin de l'année (...)».

Donc, poursuit le secrétaire national, le PS va être convié à discuter sur «le contenu qu'il convient désormais de donner à l'U-



Caricature de Marchais parue dans l'Unité du 24 mars. Le PS n'hésite pas à être très dur avec Marchais, depuis la victoire de la droite.

union de la gauche. Depuis 72, elle était entièrement liée au Programme commun de gouvernement. Nous ne disons pas que le Programme commun a vécu, mais chacun a bien conscience qu'il serait dérisoire de se rencontrer demain pour procéder à son actualisation».

Estier, porte-parole de la direction du PS, confirme : poursuite de l'Union de la gauche : oui ! (comment faire autrement pour ne pas avoir d'emblée le PCF dans l'opposition ?) mais le Programme commun, c'est terminé.

Mitterrand donc pour le moment écarte les tenants de la ligne Soares (rupture encore plus nette) d'avec le PC) et aussi bien sûr la ligne Chevènement : «On recommence comme avant mais en faisant plus de concessions à Marchais afin de ne pas lui donner prétexte à une nouvelle polémique». D'ailleurs, à ces gens du CERES qui ne veulent pas «comprendre» que l'alliance avec le PCF

sous sa forme ancienne est devenue impossible, Estier présente un autre argument qui s'appuie sur l'avenir et non plus sur le passé. Le PCF ne prévoit-il pas de présenter un candidat aux prochaines présidentielles «ce qui est parfaitement son droit mais qui signifie que les relations entre les partis de la gauche vont demeurer dans les prochaines années davantage dans le domaine des compétitions que celui de la recherche des convergences».

C'est une explication, mais pas la seule. A la vérité, pas plus PCF que PS ne voient bien pourquoi ils s'embarasseraient l'un de l'autre puisque, sauf accentuation rapide et grave des divisions de la droite ou événements imprévus, il n'y a pas d'échéances électorales importantes proches. En l'occurrence, le temps ne travaille pas pour l'union, sous son ancienne forme.

François MARCHADIER

Les audiences de Giscard

Après avoir reçu Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, jeudi après-midi, Maire vendredi matin et Charpentier, de la CGC, vendredi après-midi, Giscard continuera ses réceptions la semaine prochaine :

— Mardi 28, dans la matinée, il recevra Chirac, puis Debatisse, président de la FNSEA. Dans l'après-midi, ce sera le tour de Séguy et Krasucki pour la CGT, et Mitterrand à 17 h 30.

— Mercredi 29, une seule audience, en raison du conseil des ministres : Tessier, de la CFTC

— Jeudi 30, dans la matinée : Lecanu, et dans l'après-midi, Marchais puis Fabre.

La nouvelle rumeur d'Orléans

La mort de Thinat, maire d'Orléans, annoncée jeudi 23 mars, s'accompagne de bien curieuses rumeurs. Thinat n'était pas candidat aux élections, mais un de ses adjoints y était. Comme RPR. Or il se trouve qu'Orléans a été choisi par un jeune loup de l'UDF, Douffiaques, pour s'y faire élire député, ce qui s'est finalement passé. Alors il se trouve que des bruits circulent, y compris dans des milieux bien placés : Thinat, mort pendant les élections, c'était son adjoint RPR qui devenait maire, et donc se trouvait en meilleure posture pour briguer un poste de député. Au détriment de l'UDF. Alors, pendant toute la campagne électorale à Orléans, RPR et UDF ont polémique autour de ce malade dont on ne saura jamais s'il était déjà mort ou pas. Un bel aperçu de la moralité de la droite.

Congrès extraordinaire du RPR

Le congrès extraordinaire du RPR se tiendra le 2 avril en l'hôtel Sheraton de Paris. A cette occasion, le RPR tentera de tirer un bilan de son activité depuis sa création. Autres points à l'ordre du jour : l'examen des résultats des élections législatives, la fixation des objectifs du rassemblement pour les mois à venir et la révision de ses statuts.

Le RPR déjà mécontent

On se doute que les invitations qui partent de l'Élysée ne satisfont pas le parti de Chirac. Cela se savait et cela apparaît avec netteté à la lecture de la *Lettre de la Nation*, feuille quotidienne de cette formation. Sur un ton ironique, Charpy décrit cette petite danse, mais ne peut s'empêcher — dans des termes encore mesurés — de regretter que «tous les projecteurs étant braqués sur les chefs de l'opposition, la réception, la semaine prochaine, des dirigeants de la majorité risque de rester dans l'ombre. C'est illogique dans la mesure où c'est sur eux que le président de la République devra compter pour former son gouvernement».

Le reste est du même tabac. Mi moqueur mi approbateur. La conclusion est intéressante et plus sérieuse. Charpy y parle de la candidature de Chaban Delmas «contre» celle d'Edgar Faure et parle «d'initiative, d'inspiration élyséenne pour mettre le RPR en état de dépendance au sein de la majorité. C'est d'autant plus facile à constater, termine Charpy, que la campagne menée n'est pas clandestine. L'Unité du RPR fait sa force, le moyen le plus sûr de l'affaiblir est évidemment de le désunir». Apparemment, Charpy ne jurerait pas que Giscard n'y parviendra pas. En tout cas, on a maintenant la confirmation que la direction du RPR soutient Faure contre Chaban.

● Reçu, sur sa demande, par le président de la République, le secrétaire général de la CFDT a résumé à la sortie quelle attitude la direction confédérale avait adoptée lors de cet entretien, et la tactique qu'elle compte suivre au cours des mois à venir. Est-ce qu'après avoir prêché la «modération» face à un éventuel gouvernement de gauche, Maire va essayer d'entraîner la classe ouvrière dans la même ornière face à la droite reconduite ? C'est ce qu'on peut se demander.

Priorité aux bas salaires, protestation contre l'attitude du ministère du Travail à l'égard des licenciements de syndicalistes. Il fallait bien que le leader de la deuxième centrale syndicale fasse état de quelques-unes des revendications pressantes des travailleurs. D'emblée, cependant, la manière dont a été formulée la revendication sur le SMIC laisse rêveur : «2 400 F en francs constants d'avril 1978... dans un délai d'un an ou deux.»

Ainsi, alors que depuis des mois et des mois, les salaires subissent une grave régression, la direction confédérale CFDT a l'air de considérer à nouveau qu'il est urgent d'attendre ! Ce point de vue est d'ailleurs confirmé par un autre propos de Maire, qui se propose de «juger sur pièces» l'activité de Giscard, «d'ici deux ou trois mois». Comptons bien : le délai ainsi accordé au gouvernement nous porterait à la fin juin, moment auquel les vacances viendraient à

Maire à l'Élysée

ENCORE L'ATTENTISME

leur heure pour repousser à la rentrée tout mouvement d'une ampleur significative. Rien, dans la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, ne permet de justifier un tel attentisme.

Des mois durant, les directions de la CFDT et de la CGT, faisant respectivement le jeu du PS et du PCF, ont fait patienter les travailleurs dans l'attente d'élections qui devaient, paraît-il, résoudre leurs problèmes. Aujourd'hui, certes, aucune échéance

électorale rapprochée ne vient expliquer l'attitude attentiste d'Edmond Maire. Mais la logique, au fond, ne reste-t-elle pas la même ? L'échec électoral de la gauche, en suscitant la réflexion politique dans les rangs ouvriers, place dans une position délicate les directions syndicales, qui s'étaient trop ouvertement compromises avec elle. Ne craignent-elles pas, maintenant, de voir au cours d'un mouvement de lutte, le contrôle politique de la situation leur échapper, les

travailleurs refusant désormais de se situer dans le cadre d'une Union de la gauche gravement touchée ?

En tout cas, il ne faut pas qu'Edmond Maire compte, après avoir des mois durant paralysé les travailleurs au nom de l'espoir de la victoire de la gauche, les paralyser à nouveau au nom de l'impasse que représente pour elle sa défaite.

Jean LERMET



LA VICTOIRE DE LA DROITE NE RÉSOUT PAS LES PROBLÈMES DU FRANC

● Au mois de février, le franc avait brusquement baissé par rapport aux autres monnaies. Les partis de gauche avaient alors crié à la responsabilité de Barre qui ne défendait plus l'intérêt national préférant laisser le franc être l'objet des manipulations politiques de l'étranger.

Mais dès le lendemain du premier tour des législatives, le franc remontait fortement. Aujourd'hui, il a retrouvé son niveau de février. Après que la droite se soit glorifiée de cette remontée, l'avenir de notre monnaie n'est pourtant pas si assuré de cela, car les hypothèques politiques levées — et encore — pour les capitalistes (qu'ils soient français ou étrangers), l'avenir économique est loin d'être rose. Or c'est lui qui guide la valeur du franc

Le système de fixation d'une monnaie

Pour simplifier au maximum, disons que la fixation de la valeur d'une monnaie dans les pays capitalistes, se fait sur le marché monétaire. Là sont échangés les francs contre les monnaies étrangères et c'est le rapport entre l'offre et la demande de francs qui fixe le taux du jour. Plus on veut se séparer du franc, plus le franc baisse car alors les monnaies étrangères montent. On dit que le franc se déprécie

exemple, la banque centrale américaine a passé des accords avec les autres pays capitalistes pour qu'elles s'engagent à acheter des dollars au cas où, sur le marché américain, trop de capitalistes voudraient s'en débarrasser. La spéculation peut facilement se faire dans un tel système. Ainsi, il suffit que des multinationales (ce sont elles qui détiennent les grosses masses monétaires) ou des capitalis-

la grave crise de 1929 a servi de leçon aux pays capitalistes.

En réalité, le franc s'est déprécié continuellement depuis 1974 par rapport aux autres monnaies capitalistes, sauf la lire italienne et le dollar.

Barre se glorifie d'avoir maintenu le franc.

Mais la tenue du franc n'est pas solide car elle s'appuie sur des emprunts importants à l'étranger (plusieurs dizaines de milliards empruntés notamment par les entreprises d'État, EDF, Renault...) et un taux d'intérêt assez élevé qui favorise plus la spéculation que les investissements. En effet, les capitalistes étrangers attendent que des garanties sérieuses de profit soient données (c'est-à-dire les restructurations...)

Avec la victoire de la droite, on peut s'attendre donc à ce que le franc se maintienne après avoir retrouvé son niveau de fé-



«relativement» aux autres monnaies.

Il y a 3 catégories de gens qui agissent sur le marché monétaire : les entreprises qui vendent à l'étranger et donc ont besoin d'échanger de l'argent ; les banques et les autorités bancaires d'un pays (comme la banque de France) qui interviennent en réalité assez peu et principalement pour corriger les variations de la monnaie nationale si elles le jugent nécessaire. Ainsi, pour éviter à un moment que le franc ne perde trop de sa valeur, la Banque de France peut décider de vendre des devises étrangères pour rééquilibrer le rapport entre l'offre et la demande. Elle peut aussi demander à une autre banque centrale de l'aider. Par

tes particuliers, décident de vendre massivement du franc pour qu'instantanément celui-ci baisse. Dans un certain sens c'est de la sorte que le franc a été attaqué en février. Les raisons politiques en étaient évidentes.

Pourtant, on ne peut pas en déduire que la valeur du franc soit fixée indépendamment de son support matériel : l'économie française. Et pour une raison bien simple : les échanges de monnaies concentrent approximativement l'échange de marchandises produites. Certes, il peut se produire qu'il n'y ait plus de correspondance entre la masse monétaire et la production d'un pays (planche à billets et crédits qui tournent «tout seuls» mais

vrier. De plus, ce répit permettant un assouplissement des taux d'intérêt pourrait encourager quelques investissements.

Pourtant, la stagnation de la production française, va continuer en grande partie. D'abord, parce que de nombreuses restructurations en cours attendaient les législatives. Il faut un certain temps pour qu'elles se fassent maintenant sans compter les possibilités de réaction des travailleurs.

Et enfin, parce que la relance dans les pays capitalistes ne semble pas devoir se faire, faute d'une locomotive suffisamment armée et confiante dans l'avenir pour ne pas y perdre plus qu'elle n'en gagnerait.

Aujourd'hui à Bruxelles, les ouvriers agricoles obtiennent les droits conquis en 36 par les ouvriers de l'industrie

Manifestation d'ouvriers agricoles italiens



Les 460 000 ouvriers agricoles français et ceux des neuf pays de la CEE peuvent être satisfaits, ils viennent d'obtenir des avantages sociaux importants : ils ne travailleront plus que 40 heures par semaine et ils bénéficieront comme les autres salariés des congés payés. En effet, les quatre semaines de vacances leur sont accordées ! Ce formidable résultat de la commission européenne sera effectif... en 1982 ! Autre aspect de

la farce, les éleveurs de bétail sont encore exclus de la convention. Pour cette catégorie de travailleurs, le «progrès social» avance à pas comptés.

Malgré le développement d'une agriculture moderne et souvent à cause de ce développement capitaliste, ils sont soumis aux conditions de travail les plus dures. Sous-rémunérés, souvent très mal logés sur leur lieu de travail, ils dépendent d'une législation

du travail particulière, spécifique à l'agriculture, régie par le code rural. Les luttes qui se font plus nombreuses, portent sur l'amélioration matérielle de leur vie, sur une véritable égalité de statut avec les travailleurs de l'industrie, mais on voit à ce propos qu'à Bruxelles, on ne se presse pas, l'horizon 1982 paraît satisfaisant aux patrons de l'Europe.

Bernard PELO

LA COMTESSE BERGERE EN ÉCHEC

1 000 paysans contre une expulsion

Parce que Madame la comtesse De Monspey en avait besoin pour entretenir son château de dix huit pièces, elle est devenue bergère ! On pourrait rire de cette histoire si elle n'avait pour conséquences de jeter à la rue une famille de fermiers de l'Allier, les Chalmin. Dans cette région de grosse propriété foncière, il n'est pas rare qu'un chatelain à particule entoure son château de dix ou vingt fermes. Mais depuis quelques années, ils cherchent à reprendre en manquement direct le maximum de terres et pour cela chassent les fermiers qui les exploitent. Si quelquefois des unités d'exploitation modernes sont constituées, employant des ouvriers agricoles, mal payés et sur-exploités, bien souvent les terres sont vouées à un élevage extensif de moutons. Il n'est pas rare, c'est d'ailleurs le cas ici, qu'une partie des terres retourne en friches. La comtesse a manifesté son désir de voir ses terres évacuées le 15 mars, le

tribunal lui accordera ce droit en appel. La commission paritaire de l'Allier avait pourtant conclu une première fois à la non-compétence professionnelle de la comtesse, ainsi qu'au cumul de terre, (son époux faisant office de fermier, n'avait pas convaincu le tribunal de sa bonne foi de PDG à mi-temps et de «paysan» le reste du temps).

Les syndicalistes pay-

sans de la FDSEA de l'Allier ainsi que les «fermiers et métayers» ont soutenu la lutte de Chalmin. Le 15 mars, une manifestation a rassemblé près d'un millier de paysans pour recevoir l'huissier qui venait ce jour-là réclamer le départ du fermier. Le rapport de force ainsi établi a interdit l'expulsion et a montré que c'était le meilleur moyen de faire respecter le droit au travail pour les paysans.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

● Les employés s'occupant des cabines de téléphone publiques ont décidé de faire grève mercredi prochain. Ils exigent une augmentation des effectifs : le nombre d'employés est resté le même depuis l'année 1974 alors que depuis cette époque où il y avait 3 000 cabines publiques à Paris, 7 000 nouvelles ont été créées. Les employés continueront la lutte si l'administration refuse de satisfaire leurs revendications.

● Les travailleurs de l'entreprise SOFERAC (mâts pour bateaux de plaisance) continuent leur grève avec occupation, pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise. Situation identique pour les employés de la maison de la culture de Nevers qui poursuivent leur mouvement contre la menace de 14 licenciements sur 41 salariés que compte l'établissement.

Institut Gustave Roussy à Villejuif

2 EMPLOYÉS MENACÉS DE LICENCIEMENT AVEC L'APPUI DU PCF

● L'I.G.R. a un directeur célèbre indirectement : c'est le fils de Marcel Cachin, qui a suivi pendant longtemps les traces de son père au PCF. Cela ne l'empêche pas de se comporter comme tout patron : 2 infirmiers et un aide soignant ont été mis à pied, en attendant leur licenciement pour faute professionnelle.

Que leur reproche-t-on ? On les accuse d'avoir quitté leur service de nuit en laissant les malades sans surveillance.

En fait, ils participaient à une réunion syndicale, tout à fait normale dans le cadre de l'heure mensuelle d'information. Les surveillantes étaient prévenues et ils se réunissaient, à proximité d'un téléphone. Les raisons invoquées semblent faire partie d'un coup monté contre une équipe jugée encombrante pour sa combativité.

En effet, les travailleurs sanctionnés, qui ont tous les trois plus de dix ans de maison ont toujours été les premiers à défendre le personnel. Pour cette raison, ils sont dans le colimateur de la direction depuis des années. Jusqu'à présent, ils n'avaient fait l'objet d'aucune menace. Cette sanction surprend donc par sa violence et sa rapidité. Surtout quand on sait que le service Périer a fonctionné 8 ans avec pour tout personnel de nuit, 2 aides soignantes, sans que la direction ne s'inquiète des malades !

LA NUIT : POUR TOUT PERSONNEL SOIGNANT 40 PERSONNES !

Un délégué CFDT devait

dénoncer le fait qu'à l'institut, « quand la tête de quelqu'un ne revient pas, on lui en fait baver pendant des années jusqu'à ce qu'il prenne son compte.

Des fautes professionnelles, on peut toujours nous en trouver, avec les conditions de travail que nous connaissons : des nuits de 12 heures assurées par une quarantaine de personnes pour tout l'hôpital, alors que le jour, il y en a plus de 1 000 !

Des grands malades qui souffrent beaucoup plus la nuit que le jour. C'est sur nous que repose la lourde prise en charge de leur angoisse.

DES GENS DU PCF ACCREDITENT LES CALOMNIES LES PLUS GRAVES...

Mais en plus, l'accusation de faute professionnelle tombe complètement à plat. Un malade, ayant selon le rapport des surveillantes manqué des soins indispensables durant la nuit incriminée, a même écrit une lettre qui décharge tout à fait l'équipe licenciée, qui dément donc le directeur.

Il n'empêche que les bruits les plus invraisemblables courent à l'I.G.R. pour accréditer l'idée que ces gens faisaient du mauvais travail. Des militants PCF dans la CGT ne sont pas étrangers à ces calomnies... Pour eux, les 3 licenciés sont des « gouchistes », ils sont « indéfendables ».

L'assemblée générale qui s'est tenue jeudi, à l'appel des 3 syndicats (CFDT, CGT, FO) a laissé de nombreux travailleurs déçus. Beaucoup ont affirmé leur mécontentement devant la seule proposition faite par les syndicats... Une pétition.

Pourtant, la détermination du directeur est grande : l'inspectrice du travail qui l'avait rencontré a confirmé qu'il voulait aller jusqu'au bout, sauf peut-être pour l'aide-soignant argentin dont le licenciement entraînerait l'expulsion.

Le point vendredi soir : 2 des 3 personnes ont reçu leur lettre de licenciement, le 3^e est changé de poste. Réunis en A.G. vendredi, les travailleurs ont déposé un préavis de grève pour mardi.

Le point de vue de Monsieur Cachin...

— Pourquoi avez-vous décidé de licencier 3 personnes du service Périer ?

— Ils avaient commis une faute professionnelle très grave.

— Que pensez-vous de la lettre d'un malade qui dément vos accusations ?

— Je ne suis pas au courant... Ecoutez, j'ai 40 ans de formation hospitalière derrière moi, je n'ai plus rien à vous dire.

Beauvais (Oise)

LES ÉLECTIONS PASSÉES, MASSEY-FERGUSON LIQUIDÉ ?

Poniatowski, cousin du prince, avait déjà à son actif la fermeture de l'entreprise Perkins à St-Denis lorsqu'il devient PDG de l'usine Massey-Ferguson de Beauvais. En avril 1977, il fait appel aux CRS pour faire évacuer l'usine occupée par les ouvriers en lutte. Un an après, les ouvriers se demandent si ce n'est pas la liquidation pure et simple de l'unité de Beauvais qu'il prépare.

En effet, au mois de septembre, l'entreprise, dont l'activité consiste à l'usinage de ponts arrière, de boîtes de vitesses et à leur assemblage sur une chaîne de montage de tracteurs employait 2 503 personnes. Depuis, de très nombreux licenciements individuels pour des motifs totalement arbitraires, comme : absence d'une journée, « abandon » de poste, ont eu lieu et les employés qui démissionnent ne sont pas remplacés. Aujourd'hui, l'effectif

total n'est plus que de 2 278 salariés.

Mais maintenant que les élections sont passées, la direction a décidé de frapper un grand coup, et dès le lundi 20 mars elle a mis le comité d'entreprise devant le fait accompli : licenciement de 235 personnes qu'elle considère comme étant en sur effectif leurs horaires de travail ramenés de 40 h à 32 h à partir du jour même pour 1 743 personnes sans préciser le taux d'indemnisation de ces heures de chômage technique. Les ouvriers avaient déjà vu leurs horaires de travail réduits au mois de décembre 77 de 43 h 75 à 40 h ce qui avait entraîné des pertes minimum de salaire de 500 F.

La CGT compte multiplier les initiatives pour informer le personnel, populariser ces faits, et faire appel largement à la solidarité.

Chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly : des CRS contre les grévistes

Les forces de l'ordre sont intervenues mercredi matin pour faire évacuer le piquet de grève mis en place par les travailleurs du chantier depuis le 2 mars.

Les ouvriers de l'entreprise Ballot, environ un millier, dont un grand nombre de travailleurs immigrés ont décidé de continuer la grève pour l'augmentation de leurs salaires, et l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie sur le chantier.

Dunkerque : réparation navale : importante manifestation de soutien

Jeudi 23 mars, près d'un millier de personnes ont manifesté dans les rues de Dunkerque à l'appel de la CGT pour manifester leur soutien aux ouvriers en lutte des chantiers de la réparation navale. Il y avait là des travailleurs des 4 entreprises en grève contre les licenciements et pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail... Il y avait également des grévistes de Ferabaton, en lutte contre les licenciements, des caristes de chez Lessieur, en grève depuis une semaine pour leurs salaires et leurs conditions de travail, des délégations d'Usinor, du Port autonome, etc. Ce conflit dure depuis trois semaines, les patrons refusant toutes négociations.

Le gouvernement a annoncé jeudi la nomination d'un médiateur. Les grévistes, quant à eux, sont bien décidés à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

LA PUBLICITÉ ÉLECTORALE... VUE DU CÔTÉ DE CEUX QUI L'IMPRIMENT...

A Villeurbanne se trouve une imprimerie qui utilise le procédé de sérigraphie. Avec ce procédé, on peut imprimer sur n'importe quel support, de n'importe quelle taille, épaisseur ou forme. L'impression se fait manuellement ou automatiquement.

Pour ce faire, on utilise un écran composé d'un tissu, soit naturel (soie), soit synthétique (nylon), tendu sur un cadre de bois ou de métal. Cet écran est « cliché » soit par des méthodes manuelles, soit par des méthodes photo-mécaniques, de telle façon que la trame du tissu soit obturée aux endroits qui ne doivent pas être imprimés, et ouverte dans les parties du dessin qui doivent être reproduites.

Ce cadre, dont la dimension est de 1m40 sur 1m60, est particulièrement difficile à transporter et à mettre sur la machine. vu

le manque de place dans l'atelier.

Deux personnes travaillent autour de la machine : un margeur, qui met les feuilles au départ, une par une, à la main. Il travaille debout, pendant 8 heures. Un receveur : son rôle est de « surveiller » l'arrivée des morceaux d'affiches, de vérifier s'ils sont bien imprimés. Lui aussi est debout, mais en plus il transporte les affiches par centaines pour les ranger sur des rayons. Pour mieux voir : une affiche 4x3 est divisée en 6 morceaux égaux, chaque morceau passe en machine, et ce autant de fois qu'il y a de couleurs. Pour une affiche en 4 couleurs sur l'ensemble du format 4x3, le receveur et le margeur effectuent 24 passages au total dans la machine. C'est-à-dire un tirage très long, si

la quantité est de 10 000 exemplaires !

Tous ces morceaux passent dans un four à haute température, donc planent dans l'atelier une odeur et une chaleur irrespirables, particulièrement pénibles. Pas une seule pause, même pour fumer, car bien entendu le patron a peur qu'on mette le feu. Mais lui ne se gêne pas pour fumer.

Certains ouvriers passent leur journée à nettoyer des écrans, des raclettes, et vivent pendant 9 heures dans le pétrole, le white-spirit, respirant ces vapeurs toute la journée. Ils ont les mains rongées par ces produits. Les conditions de sécurité sont très mal respectées, surtout en période électorale. Il faut tout finir dans la journée, car ces messieurs du RPR, UDF, CNI, etc... veulent leurs affiches pour les col-

ler dans la nuit qui suit la commande !

Voilà à peu près les conditions dans une usine de sérigraphie imprimant les trois quarts du temps des affiches politiques. Très mal payés, un margeur touche tout juste le SMIC et le patron emploie du personnel de moins de 18 ans qu'il paie 250 F par mois. Pendant ce temps le patron se remplit les poches car les affiches, ce n'est pas donné. Un exemple : affiche 4x3, 2 couleurs + une photo, pour 50 exemplaires : 5 300 F ; affiches 60x80, 2 couleurs, 10 000 exemplaires : 7073,64 F. Après la campagne, nos salaires n'ont pas encore changé. Pour obtenir des salaires et des conditions correctes, notre lutte ne fait que commercer.

Corr. Villeurbanne

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Radicaux : pas d'épousailles !

Les radicaux socialistes, dirigés par Gabriel Peronnet, avaient cru, sans doute sur la foi des déclarations précipitées de Robert Fabre au soir du deuxième tour de scrutin, que l'heure était venue de réunifier la «famille radicale». Ils avaient envoyé dans ce sens une petite invitation au MRG, pour engager des entretiens à but de regroupement.

Eh bien, ce n'est pas le moment, a estimé le MRG ; cette démarche n'aura donc pas de suite. Il est vrai que le MRG dans son ensemble ne paraît pas très fixé sur la conduite qu'il doit suivre dans la période, les prises de position de Robert Fabre sur l'Union de la gauche, sont largement contestées, et le mouvement n'a plus de président. Voilà qui ne favorise pas un rétablissement du «grand» Parti Radical.

Parti Républicain : l'après Soisson se prépare

Il est désormais presque sûr que Soisson fera partie du prochain gouvernement. Pour le remplacer, le Parti Républicain pourrait faire appel à Jacques Blanc, actuel secrétaire d'Etat à l'Agriculture, qui entretient de bonnes relations avec le RPR. Giscard en aura besoin...

La CGC, l'Europe et l'«identité» des cadres

De biens grands sujets de préoccupation pour les brassés ensemble pendant une heure et 10 minutes. C'est ce qu'ont fait, apparemment, vendredi, Giscard et Charpentier, président de la CGC, dans les salons de l'Elysée.

Pour Charpentier, qui prétend —pas moins— avoir expliqué les «problèmes les plus urgents qui se posent aux Français», ces problèmes apparemment se réduisent à peu de choses : «il faut reconnaître notre identité, les cadres doivent participer à part entière à la vie économique et sociale». Autres demandes originales du leader de la CGC : l'ouverture sur les partenaires européens, l'instauration du travail à la carte, avec une durée de 1 800 heures annuelles. La CGC a également réitéré sa demande d'une réunion tripartite, syndicats-patronat-pouvoirs publics, sur les problèmes de l'emploi.

Et moi, et moi, et moi ?

On se presse, on se bouscule : tout le monde, désormais, veut être reçu.

Et les oubliés de la FEN digèrent mal leur déconvenue : André Henry, président de la Fédération de l'Education Nationale, a bien dû reconnaître que son organisation ne faisait pas partie d'«organisations économiques», mais il s'est rabattu sur les problèmes de l'emploi et ceux de la formation pour bien prouver à Giscard qu'il fallait absolument le recevoir, lui aussi, à l'Elysée.

Quant à Nicoud, du CID-UNATI, il a carrément demandé une audience à Giscard, pour lui exposer les «réformes prioritaires qui devraient intervenir prochainement dans l'intérêt du commerce et de l'artisanat». A qui le tour ?

Virage artistique

Samedi matin, dans l'Humanité, un long poème d'Aragon, adressé à Rostropovitch, le musicien célèbre qui vient d'être déchu de la nationalité soviétique. Voici quelques semaines, le poète membre du Comité Central du PCF avait été reçu au Kremlin à un moment jugé inopportun par Marchais. Aujourd'hui, il s'agit visiblement de le compromettre dans la politique de «distance» prise prudemment par le PCF à l'égard de Moscou, politique à la pointe de laquelle il était, voici quelques années.

Silence sur les ondes ?

Une série de décrets concernant la réglementation des émissions radio vient d'être pris par le gouvernement au lendemain des élections : en réservant ce droit aux «professionnels», tels que médecins et autres, en l'interdisant aux partis politiques, les mesures qui viennent d'être prises pourraient prélever à une répression contre les radios libres.

VENDEE : UN PATRON DE DROIT DIVIN

«ivre de sa réussite, remarque un journaliste de Ouest-France, il parle volontiers de lui-même... à la troisième personne».

Sa bête noire, c'est le syndicalisme.

Quand il fonde sa deuxième entreprise, la Max-Mi-Bri de la Chataigneraie, (au nom de sa femme mais c'est lui le directeur de fait) c'est avant tout par mesure de prophylaxie : il faut surtout ne pas atteindre le chiffre de 50 employés à partir duquel la création d'un Comité d'entreprise est obligatoire...

DES IDÉES SIMPLES

«Je ne peux pas admettre, dit-il, de payer des gens pour qu'ils fassent du syndicalisme ou leurs courses... J'aime pas qu'on perde son temps.»

Maxime Bonnet est un adhérent de la première heure à l'Union des Français de Bon Sens. Il invite d'ailleurs son idole en janvier dernier à colloquer devant un parterre de chefs d'entreprises locaux.

Épousant les idées de Furnon, Bonnet en a aussi les méthodes musclées. Lorsque, l'hiver dernier, il est question de créer une section syndicale CFDT chez lui, par exemple.

DANGER... SYNDICATS

«L'affaire» commence au mois de novembre. Après des interventions répétées auprès de l'inspection du travail, les ouvrières obtiennent enfin la mensualisation pour le 1^{er} janvier 1978, et le paiement des jours fériés.

Pour une trentaine d'ouvrières, ce n'est pas suffisant. Il y a d'autres revendications à discuter, notamment sur le travail du samedi, et surtout pour faire appliquer la convention collective.

A l'initiative de Catherine Marot, présidente de la J.O.C. de Vendée, on décide de créer une section CFDT.

Le 1^{er} décembre, la CFDT désigne Catherine Morot comme déléguée syndicale.

PATRON SPORTIF

Dès le 2, Catherine reçoit un premier avertissement.

Maxime Bonnet s'énerve. Le 5 décembre, il fonce en voiture sur des militants CFDT distribuant des tracts à l'extérieur de l'usine.

Le 6, il n'autorise à rentrer dans l'atelier que

les ouvrières opposées à l'implantation de la section syndicale : il leur fait d'ailleurs signer une pétition...

Le lendemain, les autres se présentent à l'embauche accompagnées d'un huissier, Bonnet, prenant ce dernier pour un militant CFDT, lui saute sur le paletot et le blesse.

GUERRE D'USURE

Catherine et ses camarades, depuis ce temps, en voient de toutes les couleurs...

Elle reçoit une lettre recommandée parce qu'elle est arrivée une minute en retard à sa machine à piquer. Elle recevra d'ailleurs neuf lettres recommandées en l'espace de deux mois.

De la part de Bonnet et de ses collaborateurs, les insultes pleuvent, les menaces : «Si on te voit sur la route, on fera un détour pour te faire la peau...»

RIPOSTE MASSIVE

La coupe est pleine. Le patron de la SOEXCOVE est devenu en quelques mois un symbole de la répression syndicale... L'Union Départementale de la CFDT de Vendée et la J.O.C. ont appelé à une

manifestation à la Chataigneraie pour que :

1. Le droit syndical et de se syndiquer soit reconnu et appliqué.
2. Les textes et droits des travailleurs ne soient plus piétinés, ignorés.
3. L'expression des salariés soit admise sans tracasseries ni brimades.
4. Notre droit de vivre, de travailler ne soit pas un vain mot.

Convergent de toute la Vendée, mais aussi des Deux-Sèvres (Niort, Bressuire), c'est près de 1 500 personnes qui se sont retrouvées.

Un défilé impressionnant dans les rues de la Chataigneraie qui n'avait pas connu de manifestation depuis la grève de Cerisy..., une forêt de banderoles et de calicots... Bref, pour une première, c'est une réussite.

Le mardi suivant, Maxime Bonnet choisit l'escalade. Catherine Marot est mise à pied pour 5 jours et une procédure de licenciement est commencée. Les trois autres CFDT sont mises à pied pour trois jours.

Affaire à suivre...

A.P.L. Ouest

Grève des hôpitaux de la région centre

«AUJOURD'HUI DANS LA RUE, DEMAIN ON CONTINUE» !

Tel est le titre du tract CGT-CFDT, distribué à Orléans lors de la manifestation du 23 mars qui rassemblait des centaines d'hospitaliers en grève. Quand on sait que les grévistes continuent d'assurer le service auprès des malades, c'est une mobilisation importante qui a eu lieu ce jeudi matin. Venus en car des quatre coins de la région centre, les grévistes de Tours,

Blois, Vendôme, Montargis, Pithiviers, Bourges, Dreux, Chartres, mais aussi ceux des CHS de Romorantin, Chateaurnaud, Bourgueil s'étaient joints à leurs camarades d'Orléans et de Fleury pour une manifestation destinée à durcir et à unir le mouvement... En effet, en plus des revendications locales, partout d'autres revendications sont mises en avant : l'embauche de per-

sonnet, la création de postes, la titularisation des temporaires, les 13 heures payées comme à Paris, les 2 500 F minimum par mois, 250 F pour tous... Chacun est conscient de la nécessité d'étendre le mouvement pour obtenir satisfaction. Parmi les mots d'ordre de la manifestation : «Non aux profits sur la médecine refusons de payer la crise», «Les 13 heures commé à Paris»,

«Titularisation des auxiliaires», «Nous voulons, nous devons gagner». Ainsi, pendant plus de 2 heures, les hospitaliers ont largement montré leur volonté de remporter la victoire en ne comptant que sur leur lutte. Certains hôpitaux, comme celui d'Orléans sont dans l'action depuis le 1^{er} mars et depuis cette date le mouvement a fait tache d'huile.

corr. Orléans

Boussac (textile)

● Un nouveau PDG ● Menaces de licenciements

Pour tenter une ultime manœuvre qui lui permettrait de rester à la tête de son groupe, Marcel Boussac, propriétaire du groupe textile de même nom, vient de faire appel à Jacques Petit. Mais celui-ci vient d'échouer dans sa tentative pour renflouer Manufrance. Il est donc très peu probable que cette garantie sera jugée

suffisante par le prochain premier Ministre.

Car c'est à lui qu'appartient en effet le pouvoir de faire déposer son bilan à cette entreprise qui a déjà licencié 4 000 personnes en deux ans et demi, mais qui en emploie encore 11 000. Si le dépôt de bilan n'est pas survenu plutôt, c'est uniquement, de la part du gouverne-

ment, manœuvre électorale.

L'Etat dispose en effet de créances sur Boussac (arriérés de Sécurité sociale, TVA) et les banques qui subventionnent le groupe sont nationalisées.

Mais avant le 19 mars, pas question de fermer une usine, surtout dans les Vosges, où la situation de

l'emploi est déjà dramatique.

Il en va bien différemment aujourd'hui, et les jours du groupe Boussac, sous sa forme actuelle en tout cas, pourraient bien être comptés. Barre n'avait pas caché ses intentions, au cas où il serait reconduit dans ses fonctions après les élections.

LA MARÉE NOIRE DE L'AMOCO CADIZ

Conseil des ministres : nouvelles règles pour le trafic pétrolier

● UN DÉSASTRE IMMENSE ● QUELQUES PÂLES MESURES

La vraie solution était d'éviter l'accident

«*Je m'attendais à pire*». Provocateur ou idiot ? Il faut savoir que ce propos entendu à Europe 1 émane de la bouche de Marc Becam, secrétaire d'État auprès des Collectivités locales et responsable de la coordination du Plan Polmar... Le même individu, ridicule à jamais depuis son opération d'enterrement du pétrole du Bohlen au-dessus de la nappe phréatique de Quimper, explique que le pompage du mazout (1 000 tonnes mercredi) n'est pas négligeable !

Quelles sont les mesures prises aujourd'hui, alors que le pétrolier vient de se rompre en deux, que 200 kilomètres de côtes bretonnes sont menacées, sans que rien n'ait pu stopper le désastre ?

— **Le pompage** : Une cinquantaine de pompes sont en action, dont un certain nombre de pompes flottantes. Mais leur action est rendue difficile parce qu'elles doivent pomper à la surface de l'eau. Leur rendement est évidemment ridicule à côté d'un pompage à même les soutes, impossible à cause du temps.

Des camions «d'assainissement» nettoient les bordures de plage. De nombreux paysans ont amené leurs «tonnes à lisier» pour pomper le mazout. Mais au total tout cela représente bien peu à côté de l'ampleur de la nappe !

— **Le seau et la pelle** : C'est un des moyens les plus efficaces à condition qu'une main d'œuvre nombreuse soit présente. Ce travail risque, comme cela a souvent été le cas pour le Bohlen, d'être à refaire si les marées viennent resouiller ce qui a été nettoyé...

— **Le bulldozer et la pelleteuse** : Les grands moyens : c'est la solution utilisée à Trefastel et Perros Guirec. Le sable propre mis à l'abri sera étendu

après nettoyage de la plage.

— **Les dispersants** : Ils comportent autant d'inconvénients que d'avantages et sont refusés par les pêcheurs.

— **L'incendie du pétrolier** : Solution écartée en raison des risques de pollution atmosphérique lointaine par les poussières de goudron.

Comme on le voit, c'est un peu la quadrature du cercle... La vraie solution était d'éviter l'accident plutôt que la mise en place théorique d'un plan dont le seul mauvais temps peut empêcher l'application !

DES DÉCISIONS INSUFFISANTES

Le Conseil des ministres a adopté une série de mesures dont on peut relever les plus «importantes». Il sera interdit aux pétroliers de passer à moins de 7 milles marins des côtes françaises. Les pétroliers devront signaler par radio, dès leur entrée dans les eaux territoriales françaises. Les remorqueurs intervenant dans les eaux françaises devront signaler les interventions qui leur sont demandées. M. Becam rencontrera le 24 mars à Brest le secrétaire d'État britannique aux transports pour élaborer une réglementation commune de la circulation dans la Manche.

Ces mesures, qui semblent reprendre des revendications, sont en fait inadéquates à la situation et aux risques réels.

● La limite de 7 milles est nettement en dessous des 12 milles que certains réclament pour diminuer les risques. D'autre part, un compromis avec l'Angleterre sera difficile, celle-ci ayant intérêt à écarter au maximum de ses côtes les pétroliers qui montent vers Amsterdam, en général pleins de brut.

● L'obligation faite aux pétroliers de se signaler est une mesure assez théorique : en effet, la Marine Nationale ne pourra pas plus intervenir qu'auparavant, sauf si le pétrolier le demande...

Voudrait-elle intervenir du reste, qu'elle ne le pourrait pas, compte-tenu de l'absence de moyens dont elle dispose ! Dans le port de Brest, il n'y a toujours que des remorqueurs privés allemands assez puissants pour être efficaces...

● Ce n'est pas en forçant les remorqueurs privés, les «chasseurs de primes» à signaler leurs interventions que la logique de leur action est modifiée. Ils sont là pour bondir sur tous les «gros coups» très payants et ne seront pas plus prêts demain qu'aujourd'hui à partager le «magot» !

● Des dispositions nécessaires sont prévues : le renforcement de la surveillance de la circulation maritime autour d'Ouessant (mais le radar d'Ouessant n'est toujours pas construit ! cf QdP du 22 mars) et la promesse de discussion avec les Anglais de «mesures énergiques à



«*Quelle saleté déposez-vous donc sur ce bureau directorial ?*» a l'air de dire ce directeur de la Shell, outré par l'intrusion jeudi après-midi d'une cinquantaine d'Amis de la Terre dans son bureau du siège de la compagnie, rue de Berri à Paris. La saleté, c'est un oiseau mazouté en provenance de Portsall ! Tué par le pétrole de la Shell, comme des centaines de milliers d'autres, pour les profits de la Shell !

Par cette action, l'occupation symbolique de la direction de Shell, les Amis de la Terre de Paris ont voulu «désigner les responsables moraux dans la catastrophe de l'Amoco Cadiz, le pétrolier qui transportait du pétrole pour la compagnie Shell».

Les écologistes ont précisé : «Les pressions sur les compagnies pétrolières et les pouvoirs publics ne sont pas suffisantes. Il faut maintenant que les citoyens se sentent concernés». Les Amis de la Terre souhaitent la constitution d'un Comité International de Boycott de la Shell. Cette proposition de boycott a été également formulée il y a quelques jours par les militants de SOS-Environnement.

prendre à l'égard des pavillons de complaisance». Est-ce que cela ira jusqu'à l'arrondissement (seule action efficace en cas de non respect de la sécurité) et dans quels cas ? Pour le moment, il s'agit de paroles et d'intention...

Ces problèmes sont bien connus. Depuis le Torrey Canyon, des revendications sont avancées, mais pour laisser la paix aux trusts, rien n'a été fait. Aujourd'hui, devant le désastre, quelques réformes sont envisagées, mais aucune réglementation sérieuse du trafic sur la route maritime, la plus fréquentée du monde, celle de la Manche, n'est élaborée depuis 1967. Loin de décroître, la taille des supertankers n'a fait qu'augmenter pour satisfaire au gaspillage généralisée d'énergie, symbole même du type de développement des impérialismes européens.

P. PUJOL

L'hécatombe...

Ile Costan, Ile Plate, Ile Rouzic, Ile de Malban, Ile de Bono, Ile aux Moines, Ile Cerf, ce sont les Sept Iles. Les Sept Iles abritent la plus grande réserve d'oiseaux marins d'Europe, la réserve Chappellier. Situées en face de Tregastel, elles abritent en période de nidification près d'un million d'oiseaux de mer.

«*Ils venaient tout juste d'arriver malheureusement*» raconte un pêcheur de Tregastel. «*On en trouve de toutes les sortes, des sternes, des fous, des mouettes, de goélands, des cormorans. Les migrateurs venaient d'arriver pour la nidification. S'il en reste dix pour cent, c'est un miracle !*»

Quand au mois d'avril 67, le Torrey Canyon déversa son pétrole sur la côte de Granitrose, les Sept Iles furent durement touchées. Les oiseaux nichant en colonies protégées sont décimés. C'est également à la période de nidification, au moment du retour des oiseaux que la marée noire survint. En 67, on dénombra sur 4 000 couples de macareux, 4 à 500 survivants. 400 petits pingouins avant, plus que 150 après. 350 guille-

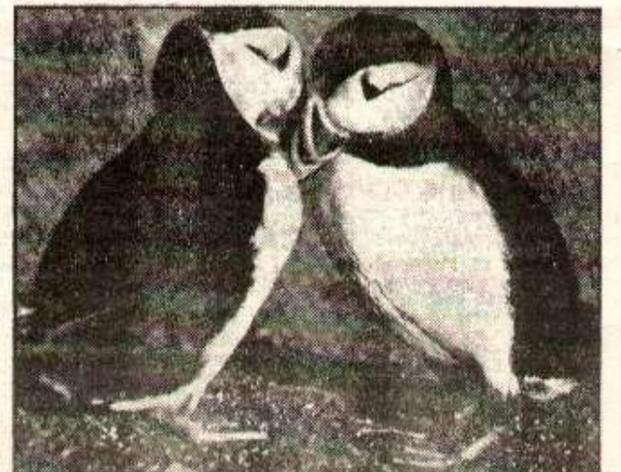
mots de Troil avant, 90 après ! Les fous de Bassan résistèrent un peu mieux.

Depuis, la survie de la réserve Chappellier fut l'objet d'un combat. La Ligue pour la Protection des Oiseaux, aidée par un financement privé crée des terriers artificiels sur l'île, pour faciliter l'installation des macareux qui en ont besoin pour la nidification, 40 poussins macareux sont amenés des îles Feroé, un archipel danois au nord de l'Ecosse et sont alimentés. Peu à peu l'île était repeuplée. Depuis, la vedette qui part de Perros Guirec et joint les Sept Iles par la pointe du Squéouel, les touristes observaient et filmaient les myriades d'oiseaux en liberté.

«*Maintenant, ils sont en train de mourir, surtout ceux qui ne vivent que sur l'eau. Par exemple, les petits pingouins. Les fous de Bassan s'en sortiront peut-être parce qu'ils peuvent aller le plus loin. S'il en reste 10 %, c'est un miracle !*»

A Perros Guirec depuis mercredi, on soigne les premiers oiseaux mazoutés en mer. L'hécatombe ne fait que commencer...

Des macareux-moines : leur colonie fut décimée en 67 par le pétrole du Torrey Canyon.



A Tregastel (Côtes du Nord)

La plage a été démontée !

● Tregastel et ses onze plages, tout près de Perros Guirec, une ville qui vit de la pêche et beaucoup du tourisme. L'été, les hôtels sont pleins, beaucoup de pêcheurs vendent leurs produits et louent un appartement, une chambre. A Tregastel, avec le vent qui souffle, la mer est démontée. Mais, comme dans l'histoire de Raymond Devos, il n'y a pas qu'elle. Les habitants de Tregastel ont «démonté» la plage et l'ont mise au sec le temps que s'échoue la sinistre offrande de l'Amoco Cadiz... Un habitant de Tregastel nous raconte comment ils ont fait :

«*Nous avons douze plages de sable fin à Tregastel. Quand on a su qu'il y avait la marée noire, on s'est dit qu'il fallait à tout prix «sauver les meubles» avant. Le sable c'est notre richesse. On a enlevé le sable et on l'a entreposé sur la terre ferme, sur des plages en bordure de plage et de l'autre côté des*

dignes qui longent la plage. On a choisi les plages principales, celles que le mazout menaçait. Depuis deux jours, le mazout est arrivé et on se retrouve dans la purée ! 6 plages sur 11 sont polluées, sur une profondeur de 50 cm. A partir de mardi nous allons nettoyer la plage, nous avons lancé un appel

aux bonnes volontés dans les journaux régionaux. Nous avons aussi une compagnie de militaires, une centaine d'hommes. Dans un mois, peut-être plus, nous remettons le sable, le temps que tout se dépose. Compte-tenu que le mazout va se ballader en Manche et qu'avec les vents et les courants, il peut revenir sur nous...

Nous avons enlevé le sable à l'aide de bulldozers, des pelleteuses, tous les gros engins. Pour être dédommagés des frais que ça représente il paraît qu'il faudrait compter sur le Liberia, puisque soi-disant c'était un navire libérien. Le Plan Polmar, on ne l'a pas vu, c'est le

plan fantôme ! Du reste on ne se préoccupe pas trop des frais. Si on n'est pas remboursés, on descend à Paris avec nos engins et on rase Matignon et puis l'Elysée aussi ! Tous les marins pêcheurs ont désarmé par ici. Pendant trois mois on ne pourra pas pêcher !

Ici le tourisme est très important. Il fait vivre les 3/4 de la région, hôteliers et aussi les pêcheurs, etc...

Du côté de Portsall, ils n'ont pas eu le temps de s'organiser. Nous avons eu la chance d'avoir deux jours pour se retourner, et pour retirer le sable. Quand tout sera fini, tout sera propre ici...»

Procès de la MGM de Clérieux

VERDICT REMIS A PLUS TARD

Le tribunal de valence a refusé de rendre son verdict vendredi, dans le procès de la MGM de Clérieux, par peur d'affronter la colère populaire s'il montrait sa clémence par rapport au patron. Le jugement est donc remis : on escompte peut-être que les passions et la mobilisation se seront apaisées... A la dernière audience le procureur de la République a réclamé 6 mois de prison et 30 000 F d'amende pour le PDG Jacques Burmillier ; 3 mois et 20 000 F pour le directeur technique Marius Delaude ; 3 mois et 20 000 F

d'amende pour Jean-Louis Roblin adjoint technique, chef de la sécurité ; 2 mois et 10 000 F d'amende pour Humbert, ingénieur chef de fabrication. Pour les deux premiers une partie de la peine de prison est proposée «ferme».

Par contre, les grands responsables c'est-à-dire les dirigeants de la firme Gevelot dont la MGM est une filiale étaient absents et ne sont pas condamnés ! Dernière image de ce procès truqué : la police a fait retirer des abords du palais les portails et affiches des 6 ouvrières assassinées pour le profit !

Poudrerie de Pont-de-Buis 3 BRÛLÉS GRAVES

Trois ouvriers ont été gravement brûlés jeudi par l'inflammation de la poudre explosive qu'ils manipulaient dans un séchoir de la poudrerie de Pont-de-Buis (Finistère). Les 3 victimes Jean Autret 49 ans, Jean Kerlogot 57 ans, et Yves Pouliquen 42 ans, travaillaient dans le séchoir où était stockée une nouvelle poudre de chasse. Une grande gerbe de feu éclata soudain dans l'atelier, les transformant en véritables torches vivantes. Les 3 ouvriers ont dû être

transportés par avion à l'hôpital Foch de Suresnes, dans le service des grands brûlés. L'accident a produit une vive émotion dans la ville : un terrible accident avait fait le 9 août 1975 4 morts, 36 blessés et 500 sinistrés !

«Il est scandaleux qu'un incident minime puisse avoir de telles conséquences» dénonce la CFDT. La CGT se refuse à considérer la sécurité comme «une simple comptabilité des morts et des blessés».

Affichage trop civilisé

Chirac avait déjà commencé, lors de la campagne électorale, une campagne contre «l'affichage sauvage», il récidive aujourd'hui, notamment en incitant les propriétaires d'immeubles concernés à engager une action judiciaire. Un projet de loi serait en préparation, visant à poursuivre les organisations qui signent les affiches, non plus seulement les colleurs qui les apposent. Ainsi, l'affichage, circonscrit aux panneaux publicitaires, deviendrait le privilège de ceux qui auraient assez d'argent pour payer les emplacements.

Les jurés du procès Willoquet poursuivis par Peyrefitte !

Une information judiciaire est ouverte contre les quatre jurés trompés du procès Willoquet. Ceux-ci pensaient «sur la loi des explications techniques du président et de ses assesseurs», que Martine Willoquet verrait ses deux peines (dont celle qu'ils avaient à prononcer) seraient confondues, et donc qu'elle n'encourait que cinq ans d'emprisonne-

ment. Temps qui permettrait à Martine Willoquet de ne pas être séparée de son fils, qui naissait en prison. En fait, les deux peines étaient cumulées pour atteindre dix ans !

Les jurés révoltés diffusaient à la presse, après le rejet du recours en grâce, une lettre «ouverte» adressée à Giscard. La justice qui n'entend pas être remi-

CENTRALE NUCLÉAIRE DU PELLERIN

LA JUSTICE SÉLECTIONNE

Le 10 juin, pour exprimer leur solidarité avec les militants anti-nucléaires condamnés ce jour-là à des peines sévères pour avoir détruit un registre d'enquête publique pour l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin, d'autres personnes

décidaient de faire de même. C'est une quarantaine de personnes qui, le 10 juin, pénétraient dans la mairie de Saint-Jean de Boisseau et détruisaient le registre d'enquête concernant la même centrale.



Mais la répression ne se fit pas attendre, et alors que les manifestants étaient encore dans la salle de la mairie, les flics interviennent sauvagement, et à coups de crosse font évacuer la mairie. Les deux blessés de cette agression des flics portent plainte contre X, tandis que 34 manifestants se faisaient interpellés en vertu de la loi anti-casseur. Le dossier des inculpés est l'objet d'un travail particulièrement attentif et intensif de la part du juge d'instruction, en observant toutefois une pause suffisamment longue pour passer le

cap des élections. Celui-ci passe, les convocations reprennent à un rythme soutenu et un procès dans les prochains mois n'est pas exclu.

Mais qu'est-il advenu des plaintes contre X, a propos des sauvageries policières ?

Argent que «les faits visés par la plainte étant imputés à des militaires de la gendarmerie nationale (les gardes mobiles) et s'étant produits au cours d'une opération effectuée dans le cadre du service du maintien de l'ordre», le tribunal de Grande instance de Nantes se déclare

incompétent !

Le dossier est remis au tribunal permanent des Forces Armées, décision confirmée par la chambre d'accusation de Rennes. Et devant un tribunal militaire, il n'est pas possible de se constituer partie civile ! Les avocats des deux blessés s'adressent alors au ministre de la Défense pour qu'il exerce dans cette affaire l'action publique devant le tribunal permanent des forces armées, de manière à ce que les violences précédemment rapportées ne restent pas impunies. Or, depuis, aucune nouvelle. Parions que

le ministre protégera ses troupes, et ne montrera aucune promptitude à ressortir ce dossier «provisoirement» enterré. Mais d'ores et déjà une question reste posée : qui sont les casseurs ? Les 34 manifestants qui se contentaient de détruire un dossier pour une centrale qui les menaçait ? ou les flics qui n'hésitent pas à utiliser des grenades lacrymogènes et des armes devant des manifestants qui n'opposaient aucune résistance ?

Pierre CHATEL

L'architecture est en lutte

Depuis plusieurs semaines la lutte contre la réforme d'Ornano s'amplifie. Aujourd'hui 16 UP (Unité Pédagogique) sur 23 sont en grève ainsi que l'ESA (Ecole Spéciale d'Architecture). Leur but, l'abrogation de la réforme d'Ornano, dont les décrets ont été publiés dans le Journal Officiel du 6 et 10 mars, et notamment des mesures suivantes :

- L'instauration d'un concours en fin de 1^{re} année,
- Les mesures discriminatoires à l'égard des étrangers,
- La reprofessionalisation des études par le biais de stages non rémunérés en agence pendant le 3^e cycle,

- Le renforcement du pouvoir ministériel par l'intermédiaire des directeurs nommés par décrets,
- La création d'UP «pilotes» donc d'UP «poubelles»,
- La création d'un cycle de recherche réservé à l'élite après les 6 années d'études.

La manifestation nationale du jeudi 16 mars, a montré par son ampleur, la détermination des étudiants face à la réforme. Le ministère de la Culture refusant de recevoir la délégation a envoyé les flics qui ont chargé la manifestation, blessant 1 étudiant d'UP et en «interpellant» 9 d'entre eux.

Mardi 21 mars, a eu lieu

une coordination nationale qui réaffirmait sa volonté de faire abroger les décrets, a appelé à la grève et au soutien des travailleurs d'agence touchés eux aussi par la réforme (les stages des étudiants du 3^e cycle les mettent au chômage).

Des états généraux de l'architecture se tiendront les 13 et 14 mai et une manifestation nationale est prévue le 27 avril, ainsi que l'occupation de l'Ordre des architectes, qui le premier a demandé la mise en place d'une réforme, le 30 mars.

Corr. Archi.

Milan : 100 000 personnes aux funérailles des deux jeunes révolutionnaires assassinés

UN CINGLANT DEMENTI POUR LE PCI

CORRESPONDANCE DE MILAN

● Giovanni Picco, ancien maire démocrate-chrétien de Turin, a été blessé vendredi après-midi, dans un nouvel attentat revendiqué par les « Brigades rouges », alors que le procès de plusieurs dirigeants de cette organisation doit reprendre mercredi, à Turin. L'enquête pour retrouver Aldo Moro et ses ravisseurs semble toujours piétiner mais, elle continue d'être le prétexte d'une campagne active contre les militants révolutionnaires, à laquelle le PCI prend une part essentielle.

La campagne orchestrée par les partis bourgeois, de l'extrême-droite au PCI, et qui consiste à prendre prétexte de la recherche des ravisseurs d'Aldo Moro, pour isoler et faire condamner les militants révolutionnaires et tous les travailleurs combattifs qui refusent la politique d'austérité, vient de connaître un profond désaveu. Ce désaveu, il vient d'être apporté par les 100 000 manifestants qui ont assisté mercredi aux funérailles des deux jeunes révolutionnaires tués le samedi 18 mars à Milan, par un groupe de fascistes. Ces deux militants avaient été abattus froidement par un commando en motocyclettes, devant l'entrée d'un centre social, lieu de rencontres sur le quartier où ils développaient une activité de lutte contre la drogue. Pour étouffer l'affaire, les journaux l'avaient présenté comme un règlement de comptes entre délinquants !

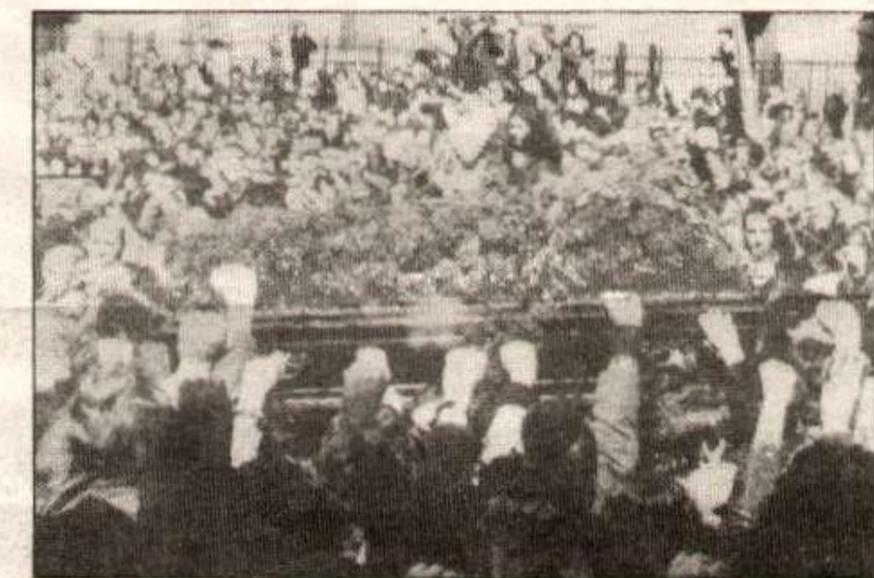
Ensuite, la manifestation de mercredi, malgré son ampleur, a été quasiment passée sous silence, ce qui explique qu'elle ait été largement ignorée en dehors des frontières italiennes.

LE PCI CONTESTÉ

La presse révisionniste avait d'abord « ignoré » l'attentat fasciste, comme elle fait à son habitude, sous prétexte de renvoyer dos à dos les « extrémistes de tous bords ». Mais face à la colère populaire qui s'est manifestée en début de semaine dans la capitale de la Lombardie, la CGIL, dirigée par le PCI, a dû envisager un arrêt de travail « symbolique », sans participation aux funérailles. Les deux autres centrales syndicales, la CISL et l'UIL, finalement moins zélées que les dirigeants de la CGIL dans la « défense de l'État et de l'ordre public », bien que l'une soit proche de la démocratie-chrétienne, et l'autre proche des socialistes, proposaient quant à elles, une grève générale de trois heures. Finalement, dès lundi, ce sont des centai-

nes de conseils d'usines qui ont appelé à la grève générale et à une participation de masse aux funérailles des deux jeunes victimes. Mercredi, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs de Mi-

lan, auxquels s'était jointe une délégation de la FIAT Mirafiori de Turin, qui ont défilé, l'œillet rouge à la boutonnière, portant drapeaux rouges et banderoles où était inscrite la liste déjà longue des militants révolutionnaires assassinés par les fascistes, et pour lesquels déjà le PCI n'avait pas bougé, au nom de « l'ordre public » !



La foule immense des travailleurs de Milan pour les obsèques de Iaino et Fausto, les deux jeunes révolutionnaires assassinés.

lan, auxquels s'était jointe une délégation de la FIAT Mirafiori de Turin, qui ont défilé, l'œillet rouge à la boutonnière, portant drapeaux rouges et banderoles où était inscrite la liste déjà longue des militants révolutionnaires assassinés par les fascistes, et pour lesquels déjà le PCI n'avait pas bougé, au nom de « l'ordre public » !

UN NOUVEAU PAS TRÈS GRAVE

Cette manifestation revêt d'autant plus d'importance à l'heure où un nouveau pas très grave vient d'être franchi dans l'utilisation qui est faite par la bourgeoisie italienne de l'enlèvement d'Aldo Moro, pour accentuer la répression contre la classe ouvrière et les militants révolutionnaires.

Alors que les trois grandes centrales syndicales ont publié vendredi matin une déclaration unitaire pour appuyer les dernières mesures que le gouvernement vient d'adopter et qui menacent gravement les libertés démocratiques (voir Quotidien du 25.03),

La manière dont ces licenciements ont été décidés sont le prolongement direct de l'intégration du PCI à la majorité gouvernementale.

L'ARRESTATION DE «BIFO»

Tout ceci intervient dans un climat de délation, de fouilles, de quadrillage policier savamment entretenu par les divers partis, de l'extrême-droite au PCI, tous d'accord pour intensifier la chasse aux militants sur l'ensemble du territoire italien.

Ainsi, Franco Bernardi, dit «Bifo», l'un des animateurs de Radio-Alice à Bologne, a été arrêté jeudi matin à Milan, par les carabinieri. «Bifo» était un des principaux animateurs de cette radio libre, au moment des grandes mobilisations étudiantes du printemps 77, qu'il soutenait par ses émissions. Un mandat d'arrêt ayant été lancé contre lui pour « association subversive » et « instigation à commettre des délits », il s'était réfugié en France. Là, la justice française avait rejeté une demande italienne d'extradition, acceptant de considérer cette fois que c'était une activité politique qui était ainsi poursuivie. Revenu discrètement en Italie, «Bifo» vient d'être vic-

time des perquisitions massives organisées dans la capitale de la Lombardie. Cette arrestation intervient alors que de nombreux militants révolutionnaires, y compris des animateurs de radios libres, viennent de dénoncer les provocations des « Brigades rouges » et l'utilisation qui en est faite pour s'attaquer à tout contestataire de l'État capitaliste.

Pour le PCI, comme l'écrit quotidiennement *L'Unità*, ceux qui n'appellent pas à la défense des

institutions italiennes sont « des complices des Brigades rouges ». C'est donc une véritable surenchère à laquelle se livrent la D.C., qui veut réaliser le consensus national autour d'elle, et le PCI, qui veut faire valoir son rôle irremplaçable pour le maintien de l'ordre, afin de justifier une présence accrue de ses dirigeants dans l'appareil d'État.

Déjà, les travailleurs qui ont participé aux grèves et manifestations contre l'enlèvement de Moro, entendaient à la fois protester contre la provocation et dénoncer toute restriction des droits démocratiques, acquis par la lutte. Ainsi, beaucoup n'adhéraient pas aux mots d'ordre du PCI, essayant de se servir du mouvement de masse dans sa surenchère vis-à-vis de la DC. La manifestation de mercredi à Milan, en hommage à des militants révolutionnaires, est venue confirmer les clivages existant aujourd'hui entre de larges fractions des masses et le PCI.

Plaidoyer pour le boycott de la coupe du Monde de Football en Argentine (3)

Pour la Junte militaire argentine, le «Mundial» qui doit avoir lieu en juin n'est pas une affaire sportive. C'est avant tout une affaire politique, une occasion inespérée pour présenter à la force du monde autre que celle qu'un peuple opprimé et réprimé... Cette occasion, il ne faut pas la lui laisser !

La Junte a traité cette affaire comme une opération militaire, avec la création d'un état-major de combat, l'EAM 78 (Ente Antarquico Mundial). Elle a reçu les services d'une agence de publicité américaine, la Burson Marteler, et les fonds de plusieurs trusts, dont Coca-cola et Mercedes-Benz. Mais au total, l'organisation du Mundial va coûter à l'Argentine, c'est-à-dire au peuple argentin, 700 millions de dollars, dont 400 de déficit. Ce trou considérable, dans une situation économique déjà peu reluisante, provoque des divergences. Le secrétaire d'État aux finances, Juan Alemann qui craint une aggravation de l'inflation, a notamment déclaré : « Les aéroports et les routes resteront, les autres constructions ne sont que des éléphants blancs. Nous aurons la télévision en couleur. Mais d'un autre côté, nous aurons encore de l'eau polluée, ce sont les absurdités de l'Argentine ». Il a été invité à démissionner...

Il y a actuellement plus d'un million de chômeurs. Les fonctionnaires peuvent être jetés à la rue dès qu'ils demandent une simple explication sur leur salaire. L'inflation en un an, malgré la politique d'austérité imposée par Mainiez de Hoz, a été encore de 374 % (chiffre officiel !). En deux ans de pouvoir, la Junte militaire a poursuivi avec constance la ruine du pays : le salaire est tombé de l'équivalent de 800 F par mois à 300 F par mois. Dans un pays où la viande est la nourriture de base traditionnelle, et qui du fait de l'exportation, est devenue un aliment très rare pour la grande majorité de la population. Les hôpitaux sont fermés faute de crédit, ou privatisés, si bien que se soigner est devenu un luxe.

Dans un pays qui avait le plus haut niveau culturel d'Amérique latine, la « désertion scolaire » atteint maintenant 50 % de la population scolarisée.

Ce ne sont là que quelques aspects de la régression formidable qui s'est opérée depuis l'instauration du fascisme, c'est-à-dire de la barbarie et de l'obscurantisme.

La Junte redoute un événement, une protestation qui viendrait perturber l'ordonnement du Mundial. Aussi, les entrées dans les stades seront-elles sévèrement contrôlées : les places sont vendues nominalement et sont toutes centralisées par ordinateur, de façon à pouvoir identifier immédiatement les opposants. La presse internationale est elle aussi triée sur le volet. Le contingent de touristes autorisés pour la France est de 500 personnes admises sur la base d'une enquête biographique approfondie. Les révisionnistes seront-ils parmi les élus, eux qui prônent la participation à la Coupe du Monde ? Il est vrai que Marchais a expliqué que l'Argentine n'était pas l'Afrique du Sud : est-ce parce que l'URSS est le premier client de l'Argentine ? Ou bien à cause du pays d'accueil des prochains jeux olympiques ? En tout cas, c'est une manière de faire bon marché des droits de l'Homme !

Hélène VARJAC

MAURITANIE

Les cinq Français faits prisonniers par le Front Polisario avaient attaqué en justice pour lui demander des dommages et intérêts, leur ancien employeur, la SNIM, dont ils avaient révélé le rôle dans la guerre des régimes expansionnistes contre le peuple sahraoui. Or aujourd'hui, la SNIM prétend leur donner l'ordre de rejoindre leur poste et a déjà licencié Nicole Foulon qui avait refusé. Les cinq anciens prisonniers estiment cette demande injustifiée.

ble, étant donné que, pour eux, « l'insécurité règne toujours » en Mauritanie.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les porte-parole de la Charte 77 dénoncent de nouveaux cas de répression concernant les citoyens tchécoslovaques soutenant la Charte. Alors que de nombreuses personnes ont déjà été poursuivies et condamnées pour l'avoir signée, on signale cette fois des condamnations à plusieurs années de prison pour diffusion de la Charte 77.

tribune libre

La tribune libre que nous publions ci-dessous s'exprime pas notre opinion.
Le Quotidien du Peuple

Pourquoi nous avons quitté l'OCT

Par A. JUILLET,
ancien membre du B.P. de l'OCT

Quand fusionnèrent il y a un an et deux mois l'OC GOP et l'OC Révolution, nous engageons un pari pour tenir une échéance admissible : 78. Nous pensions que par delà la différence de nos origines idéologiques, deux idées que nous croyions communes fondaient notre unité :

— une même conception de la construction du parti (ne pas se croire l'embryon du parti, mais agir comme ferment avec la gauche ouvrière et populaire pour que les travailleurs d'avant-garde assument avec nous la responsabilité de le construire) ;

— une même conception des rapports aux réformistes, en particulier aux révisionnistes : critique radicale du caractère bourgeois de ces partis, mais prise en compte de leur enracinement dans la classe ouvrière pour saper leur influence par un juste rapport d'unité et de lutte.

Nous pensions ainsi pouvoir affronter correctement 78 : Batre la droite, briser le plan Barre avec les travailleurs, même en votant pour l'Union de la Gauche, mais aussi préparer, par des Listes de Mouvement pour le premier tour, la construction d'une alternative révolutionnaire préparant l'opposition au gouvernement de Gauche.

Ce rêve est aujourd'hui brisé. La majorité de l'OCT s'est prononcée pour une ligne rompant avec ce qui constituait à nos yeux le fond de notre unité. Très vite, l'illusion d'avoir dépassé (à 1 500 !) le stade groupusculaire amena la majorité à se considérer comme le Parti en petit, prétendant diriger en son propre nom (et sans avoir jamais fait ses preuves) le peuple travailleur. Et très vite aussi nous découvriâmes que cette majorité n'acceptait que du bout des lèvres de se considérer dans l'opposition révolutionnaire au gouvernement de Gauche (ce ne sera pas notre drapeau !), écrivait-elle. Et si l'OCT aujourd'hui sort enfin de ce drame, ce n'est que pour se distinguer de la LCR et enrayer verbalement son irréversible satellisation.

Mais pourtant l'OCT reste l'organisation dont la ligne affichée nous est encore la moins éloignée. Elle refuse encore l'opportunisme sans rivage de la LCR, tout comme l'irresponsabilité de ceux qui, sans souhaiter la victoire de la droite, refusent d'appeler à la batre de peur de se salir les mains à mêler leurs votes à ceux des révisionnistes. Et la fatuité de ce groupuscule ne va tout de même pas jusqu'à l'impudence de se bombarder « Parti communiste ».

Alors pourquoi être partis ? Parce que c'était devenu insupportable, comme nous est devenu insupportable le langage de bois et l'aveuglement de toute une extrême-gauche organisée qui a trahi l'espoir de mai 68, et écœuré une génération de militants ouvriers, paysans et employés. Parce que nous ne pouvions plus consacrer nos énergies à faire vivre une de ces organisations dont nous n'avons plus besoin. Parce que nous avons vu nous quitter des ouvriers et des paysans qui pourtant avaient rompu avec la social-démocratie, le révisionnisme ou l'anarcho-syndicalisme, et qui avaient cru en l'OCT, la LCR et le PLR. Parce que nous avons fait le bilan de l'incapacité des organisations extrême-gauche à intégrer dans leur pratique (autre que la parole) l'apport des mouvements sociaux qui aujourd'hui rongent la domination bourgeoise, comme autant de taupes lâchées par l'Histoire pour labourer le terrain d'une société nouvelle.

Ces organisations, en fait, n'ont plus grande différence avec le PCF, sinon un discours plus à gauche. Elles entretiennent les mêmes rapports avec les masses : récupérer ce qui peut servir au prestige de l'organisation, brider ce qui est véritablement autonome, insulter le nouveau (comme « petit-bourgeois » bien sûr), dès qu'il ne cadre plus avec leur schéma.

Et c'est bien sûr le mouvement des femmes, respectueusement salué et cajoilé au dehors, mais tenu en laisse, toisé avec suspicion dans les discours internes, qui a fait éclater la trop frêle carcasse que prétendaient briger les experts en hégémonie prolétarienne.

L'hégémonie prolétarienne ! A la place de la volonté de construire une conscience de classe communiste, intégrant tous les aspects de la libération de l'humanité, ils en ont fait un père Fouettard chargé de veiller à la défense de ce qui n'est en fait que la conscience révisionniste, politicienne, économiciste (mais oui : stalinienne) du mouvement ouvrier français traditionnel. Et ceux qui manient ce Père Fouettard, que sont-ils bien souvent (et combien d'entre nous qui sommes sortis ne l'ont pas été aux mêmes) sinon des petits-bourgeois cherchant à se construire, dans un petit monde clos, leur petite parcelle de pouvoir, fondé sur le dévouement des militants de base, et garanti par le discours d'un prétendu marxisme-léninisme sans assise sur une pratique de masse réelle ?

Le « marxisme-léninisme », référence creuse de ceux qui virevoltent avec les revers de la révolution mondiale, incapables de se saisir des expériences passées et vivantes, incapables de reconstruire le marxisme et le léninisme de leur propre temps, à partir des idées des masses, de l'analyse concrète. Leur marxisme-léninisme, il faut en finir avec lui. Avec celui de ceux qui ont applaudi au retour de Teng Siao-ping comme avec celui de ceux qui ont enterré leur référence au maoïsme à la mort de Mao. Celui-ci n'avait-il pas écrit pourtant à Chiang Ching : « après ma mort, quand la droite aura repris le pouvoir... » ?

Nous sommes à ce moment-là, à l'heure où s'effondrent dans la crise aussi le Vieux Monde que les « marxismes-léninismes » faisant fonction d'opium. Nous devons nous donner le temps de nous repencher dans la réalité vivante du mouvement des masses, sans s'y laisser englober, nous devons reprendre des forces dans tous les mouvements de rupture avec les rapports sociaux capitalistes, pour reconstruire un seul courant de la rupture révolutionnaire, construire le projet d'un monde nouveau, dans l'action et dans le débat, construire la force matérielle, enracinée dans la classe ouvrière et le peuple travailleur, qui portera ce projet, construire l'organisation qui sera l'arme de cette force.

Car nous ne rejetons pas la conception marxiste de l'organisation, nous ne rejetons pas la légitimité de ceux qui furent les artisans de la révolution d'Octobre ou les inspirateurs de la Révolution Culturelle. Mais on ne nous fera plus le coup de ces organisations qui parlent au nom de ce qu'elles voudraient être, et non de ce qu'elles sont. « Le rôle dirigeant », disait Mao, n'est pas un mot d'ordre à claironner du matin au soir. Il ne consiste pas à donner des consignes avec arrogance. Il se conquiert par la justesse de notre politique et l'exemple de notre travail.

Et d'où peut-on connaître la juste politique sinon à partir des idées des masses ? Nous avons bien besoin d'être sérieusement rééduqués par elles, en espérant qu'un jour, quand nous aurons bien travaillé, elles nous reconnaissent elles-mêmes le titre de communistes...

Pour l'heure, nous nous remettons à leur école. Ecole de lutte face à la crise, face à l'oppression de l'Etat, face au racisme, au sexisme. Avec cette première échéance : battre la droite, et préparer pour demain l'opposition révolutionnaire au danger principal (la stabilisation social-démocrate dans l'Europe de Schmidt et de Carter) et au danger secondaire (la récupération révisionniste du mécontentement populaire).

Et cette lutte, nous comptons la mener sans sectarisme, y compris avec ceux que nous critiquons si fort. Car nous avons partagé leurs erreurs et si nous sommes encore bien loin d'en être immunisés, nous avons confiance dans la force du mouvement des masses et la sincérité des militants, pour nous contraindre à l'unité sur l'essentiel et à l'autocritique de nos communes erreurs.

INTERNATIONAL

Liban

● Dimanche, 600 soldats français seront arrivés au Liban. Ils sont du 3^e RPIMA, régiment de parachutistes stationné à Carcassonne, qui s'est particulièrement illustré dans les guerres coloniales contre les peuples d'Indochine puis, d'Algérie, où il fut réorganisé par Bigeard, et de Tunisie (agression contre Bizerte, en 61). « Ce geste manifeste la fidélité et l'amitié que la France porte au Liban », vient de déclarer de De Guiringaud.

Il faut noter que l'intervention française n'est rendue possible que pour l'accord réalisé de facto au Conseil de sécurité entre les deux super-puissances américaine et soviétique, qui y détiennent le droit de veto et qui, sur une initiative des Etats-Unis, ont décidé l'envoi des « casques bleus » au Liban. A Moscou, les Soviétiques se sont même félicités de l'intervention de la France, « amie de toujours du Liban ». C'est déjà dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, que Soviétiques et Américains s'étaient mis d'accord en octobre 73, pour imposer un cessez-le-feu aux pays arabes. Le Conseil de sé-

curité de l'ONU, comportant un nombre restreint de pays, et dont la Chine réclame la limitation des prérogatives, au profit de l'assemblée générale où tous les pays peuvent s'exprimer, s'est fait par sa décision d'envoyer des forces de l'ONU au Liban, l'écho des souhaits tant américain que soviétique, bénéficiant du silence ou de l'adhésion de plusieurs régimes arabes.

Les Américains, compte tenu de leur volonté de prolonger l'initiative de Sadate, pour essayer d'y associer les autres régimes arabes, ne souhaitent sans doute pas le maintien d'une occupation aussi massive du Sud-Liban, par l'Etat sioniste. Quant aux Soviétiques, pas forcément hostiles à un « développement contrôlé » du conflit qu'ils cherchent à utiliser pour accentuer leurs pressions sur les pays arabes, ils semblent préférer actuellement se servir comme moyen de pression de la présence des « casques bleus », présence qui dépend pour une part de la position qu'ils adoptent au Conseil de sécurité.

Dans une certaine mesure, l'impérialisme français sert donc ainsi les calculs des deux super-puissances. Déjà en mai 76, lorsqu'en pleine guerre du Liban, Giscard avait proposé l'envoi de troupes françaises dans ce pays, pour « défendre l'intégrité du pays », il se portait au service des super-puissances, particulièrement de l'impérialisme américain. L'offre française fut annoncée au cours de la rencontre avec le président

après avoir rappelé que c'est le gouvernement français qui a proposé au conseil de sécurité de l'ONU, d'envoyer ce contingent de militaires de carrières, aussitôt que fut prise par le Conseil, la décision de faire intervenir une Force intérimaire des Nations-Unies (F.I.N.U.L.).

Mais que vont faire les paras français au Liban, au nom de la « fidélité » (coloniale) et de « l'unité » pour ce pays ?

Qui est visé par la déclaration de la force arabe de dissuasion ?

Est-ce la volonté de la Résistance Palestinienne de refuser le cessez-le-feu, qui est visée par cette déclaration qui date de vendredi, de la « Force arabe de dissuasion » au Liban (composée en majorité de soldats syriens) : « L'entrée au Liban de toute assistance militaire (...) est désormais interdite après l'arrêt des combats au Liban-Sud, à la suite de la résolution 425 du Conseil de sécurité, puis de l'entrée des casques bleus dans cette région. La libération du Liban-Sud de l'occupation israélienne est devenue une affaire politique purement libanaise (...) Toute ingérence sur le plan militaire au Liban-Sud constitue une entrave aux efforts tendant à accélérer le retrait israélien ». Cette déclaration menaçante vise-t-elle l'étouffement de la Résistance Palestinienne et du mouvement national libanais ?

des Etats-Unis, Ford, qui, lui-même, prétendait vouloir jouer un rôle de « médiateur » au Liban.

LE JEU PROPRE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Mais cette intervention au Liban, aujourd'hui comme en 76, ne se limite pas aux ambitions des super-puissances : l'impérialisme français qui prétend ainsi être partie prenante d'in « règlement » au Proche-Orient, entend se servir du conflit actuel pour ses intérêts propres, espérant par là peser plus lourd vis-à-vis du Tiers-Monde, à l'heure où, sur le continent africain, il intervient par des agressions ouvertes.

Parmi les pays occidentaux, la France avait été la première à ne pas s'aligner sur la politique américaine de soutien le plus souvent total dans le passé, à l'Etat sioniste. Au lendemain de la guerre d'octobre 73, à la différence des autres pays européens, la France demandait le retrait d'Israël des territoires occupés en 67, et la reconnaissance des « droits du peuple palestinien à disposer d'un Etat, à Gaza et la Cisjordanie ».

La France a cherché à faire admettre ce point de vue au sein de l'Europe des 9, qui se démarquait de celui de Washington, et qui rencontrait un écho favorable auprès de certains régimes arabes. La France souhaitait alors une Conférence globale, sous l'égide de l'ONU et non des

super-puissances. En même temps bien sûr, la France défendait toujours l'Etat sioniste, refusant de s'associer aux condamnations internationales contre Israël, qui assimilaient le sionisme au racisme.

DANS DES LIMITES ÉTROITES

Depuis, toutefois, les positions françaises ont évolué, se rapprochant des thèses américaines. Les déclarations de De Guiringaud en février 77 ou de Giscard (à Newsweek) quelques mois plus tard, en faveur d'« une patrie palestinienne en Cisjordanie enclavée et désarmée, et établissant d'étroits liens avec la Jordanie », ont illustré un certain glissement de la politique française vers les Etats-Unis. De même, le voyage de De Guiringaud à Tel Aviv, en avril 77, à l'occasion duquel l'ambassadeur sioniste à Paris, s'était félicité que « la France n'interprète plus les résolutions du Conseil de sécurité de manière différente des autres pays européens ».

Le refus pendant quelques jours, fin 77 de s'associer à la déclaration dictée par les Etats-Unis, des pays Ouest-européens, pour soutenir l'initiative de Sadate, puis le ralliement français à cette déclaration, avaient clairement montré la tentative française de jouer son propre jeu, en même temps que les limites étroites qui lui sont imposées par le jeu des super-puissances.

La lutte des prisonniers politiques en Iran

« Il y a 14 jours que les prisonniers politiques en Iran ont entamé une grève de la faim. Cette grève a atteint toutes les prisons iraniennes.

Les prisonniers politiques revendiquent :

- Leur reconnaissance en tant que prisonniers politiques et non de droit commun,
- L'élimination de l'inculpation : « contre la sécurité » à leur égard,
- Le droit de recevoir des journaux officiels iraniens, ainsi que les livres,
- Le droit de pouvoir écouter la radio,
- La suspension de la censure dans les journaux,
- Le droit de recevoir des visites,
- L'amélioration des conditions d'alimentation et d'hygiène.

D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, les prisonniers sont dans un état grave. Leur proche et leur famille n'ont pas pu leur rendre visite, ainsi ils ont organisé des rassemblements devant les portes des prisons pour pouvoir visiter les prisonniers politiques et ont protesté vivement contre les conditions inhumaines que subissent les prisonniers politiques.

L'U.E.I.F., se déclare entièrement solidaire avec la lutte des prisonniers politiques en Iran, et demande à l'opinion française de soutenir activement cette lutte et de dénoncer les conditions moyenâgeuses de détention des prisonniers politiques.

Communiqué, Paris le 23 mars 1978
Union des Etudiants Iraniens en France

L'Associations des Stagiaires et étudiants des Comores (A.S.E.C) organise un MEETING Pour célébrer le 10^e anniversaire de la grande grève de 1968 des scolaires comoriens contre le colonialisme français LUNDI 27 MARS à 14 HEURES AU F.I.A.P. 36 rue CABANIS M^o GLACIERE

Samedi 25 mars

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Alain Souchon. Variétés
21 h 30 - Serpico
22 h 25 - Télé-foot
23 h 25 - Journal

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - Interneige
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Madame le juge. Six épisodes
22 h 05 - Voir. Magazine
22 h 55 - Drôle de baraque.
23 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le baron Tzigane. Opérette en trois actes
22 h 10 - Spécial Clark Gable
23 h 05 - Journal et fin

Dimanche 26 mars

TF 1

15 h 25 - Concours eurovision : résultats
15 h 30 - Paul et Virginie. Feuilleton
16 h 00 - Tiercé à Auteuil
16 h 05 - L'île perdue.
16 h 35 - Sports première
17 h 50 - Cinémasport
19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La canonnière du Yang-Tsé. Film américain de Robert Wise 1966
23 h 35 - Journal et fin

A 2

14 h 30 - Drôles de dames
15 h 25 - La Lorgnette
16 h 20 - Muppet Show
16 h 45 - L'école des fans
17 h 25 - Monsieur cinéma
18 h 15 - L'ami public N° 1
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Un homme, un jour
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - Du tourisme au pèlerinage
17 h 30 - Espace musical
18 h 25 - Cheval, mon ami
18 h 50 - Plein air : Thalassa
19 h 20 - Spécial Dom-Tom
20 h 00 - Histoires de France
20 h 30 - Concert «à cœur joie»
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question. Jean Bernard
22 h 40 - Cinéma de minuit, hommage à Clark Gable. La Courtisane ; Film américain
23 h 55 - FIN

Lundi 27 mars

TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - F comme Flint. Film américain de Douglas
22 h 20 - Questionnaire
23 h 20 - Journal et fin

A 2

16 h 55 - Le joueur de flûte de Hamelin. Film anglais
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Soif d'aventures
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 35 - La farce du destin
22 h 30 - Chefs-d'œuvre en péril
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Emission alsacienne
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Benjamin Franklin, citoyen des deux mondes
19 h 30 - Chroniques de France
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le gitan. Film français de J. Giovanni
22 h 10 - Journal et fin

«JOSETTE»

A partir de la mort d'une jeune femme, la réalité du quartier populaire *Mistral* à Grenoble

Josette est morte à 18 ans, quelques jours après avoir donné la vie à des jumelles. Sa vie avait-elle si peu d'importance qu'une fois son «devoir de femme» accompli, on pouvait l'abandonner au hasard de la survie ? Ou bien un «malheureux concours de circonstances» a-t-il mis fin prématurément à son existence ?

Où encore représente-t-elle le fameux cas sur mille, absolument imprévisible, qui désarme la science médicale ? Ou enfin son statut d'ouvrière d'origine étrangère établit-il d'emblée une discrimination entre elle et les femmes de milieux moins «défavorisés» ?

PAS UN MÉDECIN POUR 5 000 HABITANTS

Autant de questions que soulève le film *Josette...* qui, partant de cette mort, essaie d'approcher la réalité du quartier populaire *Mistral*, à travers les morts de quelques uns de ses habitants.

Cette réalité-là n'est peut-être pas la vérité. C'est en tout cas la représentation par la parole, des idées qu'ils s'en font et cette expression directe rend compte de rapports de violence dont la mort de Josette peut appa-

raître comme une conséquence.

Dans ce quartier où vivent les plus démunis, il n'y a pas de médecin pour 5 000 habitants. Le chômage s'y traduit aussi par la détérioration de la situation de santé des familles qui n'ont pas les moyens d'avancer les sommes qu'atteignent (d'autant plus vite qu'on se soigne souvent le plus tard possible) la consultation, les médicaments et les frais de laboratoires (analyses, radios, etc.).

En outre, la méconnaissance des questions de santé conduit parfois les habitants des grandes cités à accorder une confiance aveugle à certains praticiens honorablement connus en dépit de faits troublants, le plus souvent attribués à la fatalité.

Tant que c'est sans conséquence fâcheuse, le système peut se perpétuer sans accroch ; mais que survienne le fatal engrenage de la malchance et ce qui ne devrait pas arriver se produit : la mort d'une jeune femme après un accouchement.

UN QUARTIER COMME DES MILLIERS EN FRANCE

Ici, les habitants ont tout

de suite pensé que, pour limiter ces risques, il fallait demander la création d'une antenne médicale employant des médecins salariés (qui ne soient pas payés «aux pièces») pratiquant la prévention et l'éducation des gens pour réduire autant que possible l'action curative et appliquant le tiers payant (on hésite moins à se soigner lorsqu'on ne doit avancer que la somme remboursée par la mutuelle).

L'intérêt de ce film est qu'il traite la réalité d'un quartier comme il en existe des milliers en France et qui n'ont cependant jamais inspiré de réalisateurs, il est un bon témoignage sur l'envers du discours de la bourgeoisie sur le bonheur des Français.

FAIRE VOIR LARGEMENT CE FILM

L'aspect le plus intéressant reste la nécessité de répondre aux questions sur les causes de cet assassinat. Pour la bourgeoisie, ces incidents sont du ressort de la fatalité, on ne peut les éviter (accidents du travail, maladies professionnelles...).

Pour le prolétariat qui en fait quotidiennement les frais, c'est la course au profit, la politique de rentabilité : mépris du peuple, de sa vie,

de sa santé, de ses conditions de travail...

Il est important de voir et de faire voir largement ce film : dans les associations de quartier, pour discuter de nos conditions de vie ; dans les commissions santé, dans les milieux médicaux pour déterminer quelle médecine nous voulons ; pour soutenir Madame Bibartolomé (la belle-mère de Josette) qui risque, comble d'injustice, de se retrouver sur le banc des accusés, pour diffamation.

P.S. : «*Josette...*» a été saisi avant sa sortie officielle sur ordonnance de référé après le dépôt d'une plainte de la clinique Belledonne qui, sans être désignée à l'écran, s'estimait diffamée.

Bien que le juge des référés ait émis un avis favorable en levant la saisie, la clinique a fait appel, espérant de nouvelles restrictions à la libre circulation du film.

S'adresser à :
ALAIN THOMAS
ATELIER CINÉMA
DU DAUPHINÉ
MAISON DE LA CULTURE
B.P. 507
38 020 - GRENOBLE
CEDEX
Tél : (76) 25 05 45

Et l'acier fut trempé

96^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

De retour à la ville, Pavel cherche ses amis afin de reprendre ses activités.

Si c'est pour moi, assieds-toi et raconte pendant que j'avale une assiette de *borchtch* (1). Je n'ai rien mangé depuis ce matin. Et il s'arrêta d'une énorme cuiller en bois.

Pavel s'assit sur le bord d'une chaise défoncée. Otant sa casquette, il en essuya son front, suivant une vieille habitude. « J'ai donc tellement changé, que Guenka lui-même ne me reconnaît pas ? » Pankratov engloutit deux cuillères de *borchtch* et, ne recevant pas de réponse de son hôte, tourna la tête vers lui.

— Eh bien, vas-y, qu'est-ce que tu as à dire ? Sa main, qui portait un morceau de pain à sa bouche, s'arrêta à mi-chemin, et ses paupières battirent précipitamment.

— Mais... attends un peu... Mince alors, tu parles d'un truc ?

Le voyant tout rouge d'effort, Kortchaguine ne put s'empêcher d'éclater de rire.

— Pavka ! Mais on te croyait mort !... Une seconde ! comment tu t'appelles ?

Alertées par les exclamations de Pankratov, sa sœur aînée et sa mère accoururent de la pièce voisine. Tous les trois finirent par reconnaître qu'ils avaient bien affaire au véritable Kortchaguine.

Tout le monde dormait déjà depuis longtemps dans la maison que Pankratov racontait encore les nouvelles des quatre derniers mois.

Jarki et Mitiaï sont partis pour Kharkov dès cet hiver. Et pas n'importe où, les rosses, mais à l'Université communiste, en classe préparatoire. On était une quinzaine à avoir fait la demande. Moi aussi, je m'étais lancé. Il faudrait m'épaissir un peu la cervelle, que je me suis dit, parce qu'elle ressemble plutôt à de l'eau claire. Seulement j'ai été scié par la commission.

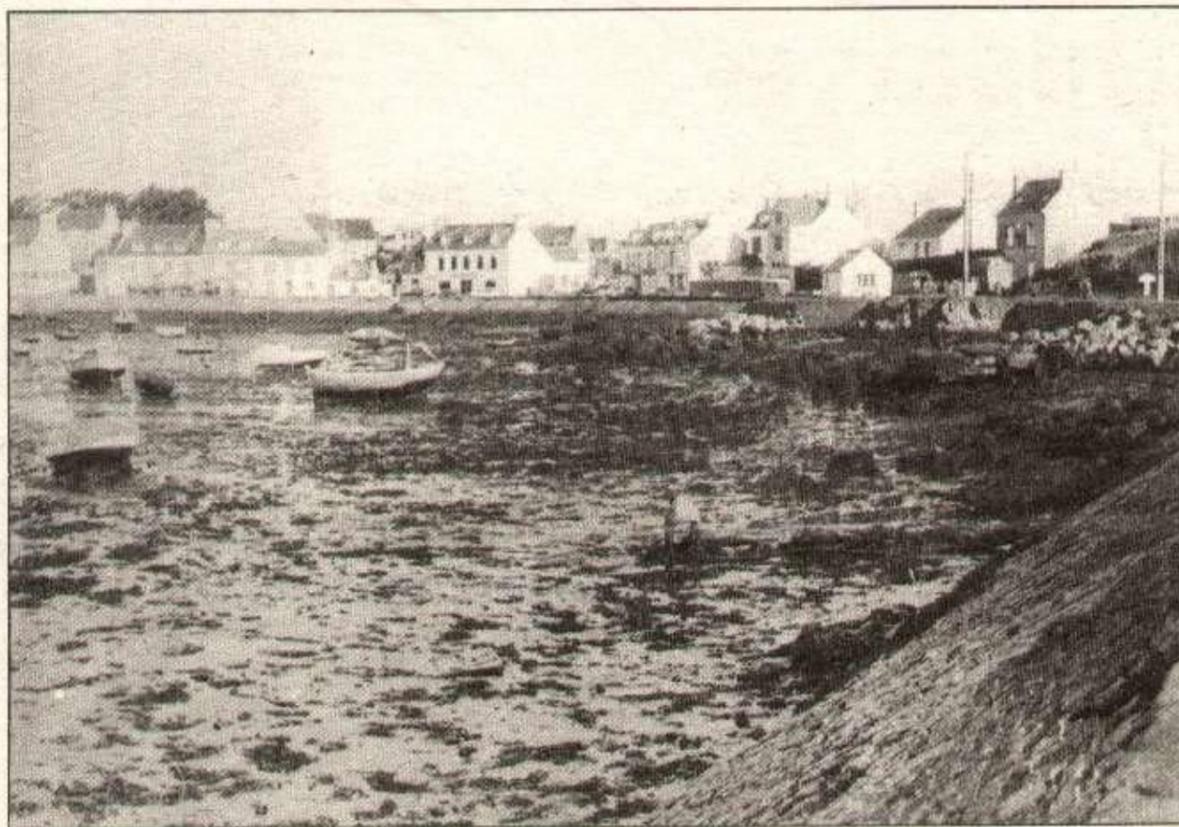
Il renifla avec dépit et poursuivit.
— Au début, ça marchait comme sur des roulettes. Tout collait à cent pour cent : membre du Parti, tant d'années dans le Komsomol, pour

la situation et les origines ça collait au poil, mais quand on est arrivé au contrôle de mon instruction politique, ça n'a plus été du tout.

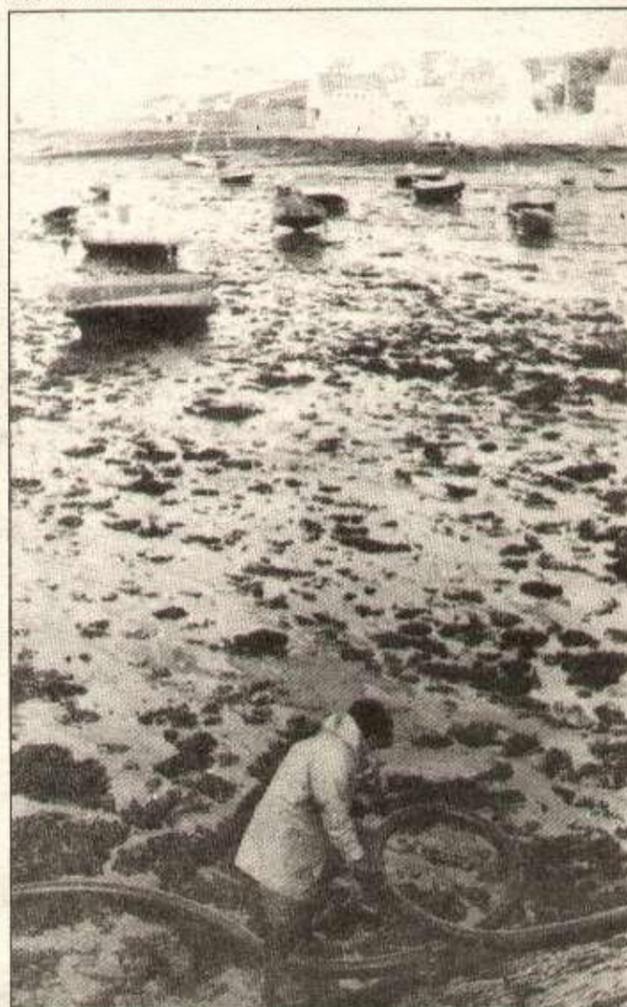
Je suis tombé sur un os avec un camarade de la commission. Il me pose une petite question qui n'a l'air de rien : « Dites-nous, camarade Pankratov, ce que vous savez de la philosophie. » Moi, tu comprends, je ne savais ce qui s'appelle rien du tout. Brusquement, je me rappelle un débardeur de chez nous, un lycéen devenu vagabond. Il s'était mis débardeur pour faire du genre. Un jour, il nous a raconté qu'il y avait eu en Grèce, il y a un bon bout de temps, des savants qui savaient des tas de choses sur eux-mêmes, et qu'on les appelait des philosophes. Y en avait un, de ces bonshommes, j'ai oublié son nom, peut-être bien Idiogène, qui a passé toute sa vie dans un tonneau, et d'autres trucs comme ça... Le plus fort d'entre eux, c'était celui qui prouverait quarante fois de suite que le noir est blanc et que le blanc est noir. En un mot comme en cent, ils disaient des bobards. Je me rappelle les histoires du lycéen et je me dis : « Il veut m'avoir, ce membre de la commission. » Et lui me regarde du coin de l'œil avec un petit air de se payer ma tête. Alors, moi, je lâche le paquet : « La philosophie, que je leur dis, c'est tout du bluff pour embrouiller les gens. Moi, camarades, je n'ai pas du tout envie de m'occuper de ce truc-là. Sur l'histoire du Parti, tant que vous voudrez. » Du coup, ils se mettent à me cuisiner pour savoir d'où j'ai appris ce que je sais sur la philosophie. Là, j'ai encore ajouté quelque chose, toujours d'après le lycéen, qui les a fait rigoler aux éclats. Je me suis fâché. « Qu'est-ce que vous avez à vous ficher de moi ? » J'ai pris ma casquette et je suis parti.

(1) Soupe russe contenant essentiellement des choux et des betteraves rouges. (N. d. T.)

A SUIVRE



On roule les tuyaux des pompes.
Dans quelques heures, la marée montante
rapportera avec elle le pétrole de l'Amoco Cadiz.



Portsall
à marée
basse



Un cormoran mazouté trouvé dans les eaux noires de Portsall.

le deuil des côtes bretonnes

Reportage photographique de Claude ANCHER

La colère des pêcheurs

Manifestation sans précédent
à Brest, Mercredi,
de tous les marins-pêcheurs
du quartier de Brest,
avec des délégations de Morlaix

